



ABATTRE LE CAPITALISME ! CONSTRUIRE LA SOLIDARITÉ !



Solidarité Internationale



N°9. Septembre 2006

Révolution et contre-révolution en Italie: Histoire et actualité (première partie)

Les numéros 4 et 5 de *Solidarité Internationale* sont consacrés à l'histoire et à l'actualité de la révolution et de la contre-révolution en Italie, de la fin des années '60 à nos jours.

Ce numéro contient les deux premiers tiers d'un document politique et historique intitulé *Les chemins de la révolution en Italie*. Le numéro suivant livrera la fin de ce document, des textes de prisonnier(e)s révolutionnaires, et la liste des militant(e)s révolutionnaires emprisonné(e)s aujourd'hui en Italie.

Publié en français, allemand et italien.

Révolution et contre-révolution en Italie: Histoire et actualité (première partie)



Les chemins de la Révolution en Italie

Présentation de l'éditeur

Aujourd'hui, en Italie, des dizaines de révolutionnaires croupissent en prison et des centaines d'autres subissent encore la répression sous de nombreuses formes (semi-détention, arrestation domiciliaire, restrictions diverses à la liberté dans le cadre de libérations conditionnelles). Dans le cadre de son soutien à ces militants, la Commission pour un SRI édite ce document qui retrace l'histoire dense et riche du mouvement révolutionnaire italien, principalement celle du courant communiste combattant. Les auteurs de ce document ces sont des camarades qui ont été impliqués dans cette lutte. Il en porte la marque, non seulement par les italianismes qui ont échappé à la traduction, mais aussi et surtout par un certain nombre d'appréciations, de critiques et d'analyses - l'ensemble formant un matériel d'information et de réflexion d'une qualité exceptionnelle. Travail dédié tout particulièrement à tous/tes les camarades tombé(e)s au cours de la lutte, et dont on a voulu rappeler la mémoire dans le dernier chapitre.

Les chemins de la Révolution en Italie

Des années '70 à... demain...

1. Préambule

Ce travail voudrait être une contribution à la mémoire, notamment à l'intention des camarades et des prolétaires des autres pays, avec qui depuis des années nous nous sommes attelés dans un processus commun pour construire un Secours Rouge International. C'est dans les échanges intenses et vivants qui se sont noués, à travers l'Europe, Turquie comprise, dans ce projet et dans cette communauté de lutte et de solidarité, qu'est née l'idée d'une telle contribution, en constatant la demande de connaissance de la part surtout des jeunes camarades. Beaucoup de textes ont été publiés, mais furent en grande partie élaborés dans l'intention de démolir, au mieux "historiciser", c'est-à-dire embaumer, transformer une réalité vivante en icône (comme disait Marx, avec auto-ironie

prémonitoire, la meilleure manière d'assassiner quelqu'un, sa pensée). Entre les repentis/dissociés et les journalistes professionnels de l'assassinat de la vérité, la production d'ordure est à la hauteur de l'enjeu : ensevelir la tendance à la révolution prolétarienne.

Donc peu des textes sérieux existent. Nous essayons ici, modestement, de donner une reconstruction qui donne compte à la fois des faits et des développements politico-idéologiques qui les ont produits, le tout s'entremêlant aux poussées fondamentales (et en dernière instance, déterminantes) sociales, de classe, vers la Liberté. C'est aussi, inévitablement, un point de vue. Celui de militant(e)s ayant traversé ces années-là et qui ont, forcément, des connaissances limitées ; en bonne partie en puisant au patrimoine de bilan que le mouvement révolutionnaire a, quand même, élaboré. Nous sommes conscients de cela et nous laissons ouvert ce travail aux corrections et compléments, en excusant-nous pour les inévitables erreurs et lacunes.

C'est aussi un point de vue, partisan, celui de militant(e)s qui continuent à travailler pour que vive la Révolution.

2. Les années '60 : émergence d'une nouvelle classe ouvrière

En Italie 1968 a plutôt été... 1969. Parce que, même si 1968 a vu l'éclosion du mouvement étudiant et que dans les années '60 il y eut plusieurs luttes ouvrières de nouveau type, c'est-à-dire d'un nouveau cycle, c'est surtout en '69 que l'on vit un véritable embrasement généralisé, une explosion sociale simultanée.

Le printemps '69 est marqué par un formidable cycle de grèves sauvages, qui vont faire tache d'huile dans toutes les usines FIAT (pour une bonne moitié concentrées dans l'aire métropolitaine de Turin ; autour de 120.000 salarié(e)s). Grèves qui sont plutôt une sorte de révolte violente contre la brutalité de la condition ouvrière, de l' "Ouvrier Masse" produit des rapports de force de l'après-guerre - suite à la défaite du Mouvement Partisan et des tensions révolutionnaires - et donc de l'application massive du modèle tayloriste-fordiste. En fait l'esclavage à la chaîne !

Pendant toutes les années '50 et '60 ce processus s'était doublé d'un énorme mouvement d'urbanisation autour des quatre pôles industriels du Nord : Turin, Milan, Gênes, Venise-Marghera. Des millions d'Italien(ne)s

du Sud (et autres régions pauvres) furent déraciné(e)s et brutalement empilé(e)s dans les ghettos métropolitains. Ce fut un mouvement de même ampleur et avec les mêmes implications socio-culturelles que les actuelles immigrations du Sud du globe.

Et cela ne fit que renforcer la charge explosive des grèves à venir. Tout autant que le phénomène de la scolarisation de masse, qui mettra en mouvement les masses des jeunes immigré(e)s et non seulement les étudiant(e)s classiques.

Rappelons justement qu'un berceau fondamental de la Lutte Armée a été l'université de Trente, avec sa faculté de Sociologie fraîchement ouverte, donc fer de lance des nouvelles disciplines et de l'ouverture au monde d'un côté, et de l'autre également faculté bien plus populaire que les autres, les inscrits arrivant des rangs de cette nouvelle scolarisation de masse. Ce fut un haut lieu d'initiative et de débat, duquel émergèrent plusieurs futur(e)s dirigeant(e)s d'Organisations et notamment le noyau qui, avec les premier(e)s militant(e)s ouvrier(e)s de Milan et de l'Émilie, formèrent les Brigades Rouges en '70. De même, dès le début des années '60, les nouveaux militants qui se dégageaient du Parti Communiste Italien révisionniste, firent aussi leurs expériences en privilégiant une approche "sociologique" de la nouvelle classe ouvrière, en cherchant à comprendre la nouvelle composition de classe, les tendances susceptibles de redonner vigueur aux parcours de classe.

Ce fut la riche expérience et la production théorico-pratique des quelques revues comme les *Quaderni Rossi*, *La Classe*, *Quaderni Piacentini*. Ce creuset, avec un courant plus classique du marxisme-léninisme (conduisant la bataille contre le révisionnisme moderne du PCI), générera les expériences politico-organisationnelles de '68 et '69.

Revenons au déroulement de événements. Dès juillet '60 avait commencé à monter l'expression d'une classe ouvrière, jeune, issue de l'émigration, moins marquée par les défaites d'après-guerre, détachée par rapport à l'ancienne culture ouvrière du travail et porteuse d'un esprit de révolte contre la bestialité des chaînes de montage et le despotisme d'usine (et social, des flics), porteuse d'une attitude agressive par rapport à l'appropriation du produit social. Le taylorisme-fordisme avait produit un très bon résultat de classe : il avait poussé à fond la transformation du travail comme "travail abstrait", rendu cruelle et évidente la réalité du travail aliéné, dégradé.

Il avait produit un prolétariat extrêmement dense et homogène qui, dans son quotidien, ressentait toute la violence d'un système qui le déshumanise, le transforme en un appendice des machines, le rend marchandise. La réponse ouvrière n'en sera que plus violente, ce sera une montée en puissance de refus et d'hostilité à ce système, jusqu'à favoriser son issue la plus logique : la Lutte Armée pour faire la Révolution, pour prendre le pouvoir.

Pendant les années '60 l'éclatement ponctuel d'une grande grève où d'émeutes de rue permettront aussi la jonction avec la base ouvrière du cycle précédent - justement au premier épisode de juillet '60, avec des affrontements particulièrement forts, et victorieux, avec la flicaille (qui avait tué de nombreux grévistes et militants en ces années là) à Gènes et dans les autres villes ouvrières ensuite, et qui firent tomber la tentative de mettre au gouvernement les héritiers de Mussolini. C'est-à-dire qu'en ces occasions là se rencontraient la nouvelle détermination et l'expérience précédente. Rencontre qui, bien sur, fut boycottée de toutes ses forces par l'appareil révisionniste qui commença à cette époque le jeu de la criminalisation des jeunes extrémistes.

Il y aura ensuite, notamment, les émeutes de Turin, place Statuto, en '62 - trois jours d'affrontement suivis à l'assaut ouvrier du siège du syndicat collabo U.I.L. (équivalent de F.O. en France, pareillement fondé avec l'argent du Plan Marshall), à cause d'une trahison grave. Et les grèves violentes de '67 et '68, à chaque fois dans un pôle industriel comme le bassin textile de Valdagno où le secteur pétrochimique de Porto Marghera (tous les deux en Vénétie).

L'élément nouveau, la nouvelle expression de classe qui s'exprime à ce moment, éclatera de manière massive, généralisée au printemps '69 chez FIAT. Outre la radicalité des grèves sauvages, les premiers débordements violents (sabotage des lignes de montage, attaque aux chefs-flics), s'affirment de nouvelles formes d'organisation, spontanées et plus proches des collectifs de travail : en fait une organisation de masse sur les lignes, par équipes ou secteurs qui exprimaient, à la limite, le délégué en tant qu'avant-garde de lutte reconnue et interne à l'équipe (en faisant sauter la légitimité de l'ancienne représentativité syndicale, minime et très détachée de la production), jusqu'à la formation de l'Assemblée Autonome Ouvrier(e)s/Étudiant(e)s. C'est la descente des étudiant(e)s aux portes des usines, organisée par les groupes politiques extraparlimentaires, qui

donne lieu à cette Assemblée où, à la sortie du travail, se mélangent ouvrier(e)s et militants extérieurs pour suivre et développer les grèves sauvages quotidiennes. Ces Assemblées Autonomes seront une expérience très importante, une forme d'organisation réelle de la lutte de masse, et un lieu de débat et formation pour toute une nouvelle levée des militants. Ca sera ici que se formeront vraiment les groupes plus importants, Lotta Continua et Potere Operaio, comme résultat du travail innovateur des cercles militants/intellectuels des années '60 (fait notamment aux portes des usines dans le style Enquête) et de cette capacité à comprendre et de se rapporter aux nouvelles expressions ouvrières. C'est d'ailleurs à la fin de '69 que naissent leurs journaux respectifs.

Les luttes s'étendront jusqu'à juillet, culminant dans une nouvelle grande émeute à Turin, sur la question du logement : la bataille de Corso Traiano, le 3 juillet '69. Une manifestation convoquée à la sortie de FIAT Mirafiori, rejointe par des milliers des prolétaires de l'usine et des quartiers, se transforme en bataille rangée contre les flics, pendant la journée et la nuit, s'étendant dans plusieurs quartiers de la banlieue, et voyant les prémices de l'intervention organisée des groupes militants finalisée au développement de la violence révolutionnaire.

L'automne verra un nouveau saut dans la généralisation au plan national, dans les usines surtout mais aussi chez les ouvrier(e)s agricoles et quelques autres secteurs. C'est le renouvellement de la convention nationale des métallurgistes qui allume la brasier. L'Etat est en sérieuse difficulté et la réponse répressive n'est pas à la hauteur : il y aura des tués (quatre ouvriers agricoles à Battipaglia et Avola, dans le Sud ainsi qu'un flic au cours d'une manifestation ouvrière à Milan).

Mais les vraies mesures, pour reprendre en main la situation, seront autres, comme l'intervention des appareils réformistes-révionnistes au sein de la classe, notamment par le mot d'ordre de constitution des nouveaux délégué(e)s et des nouveaux Conseils d'usine.

Tout en considérant que les structures existantes étaient complètement dépassées et inadaptées à cette explosion prolétarienne, et qu'en tout cas il fallait bien faire mine de changer quelque chose, les nouvelles structures étaient bien plus consistantes (on passe de quelques rares délégué(e)s pour des centaines de salarié(e)s, à un(e) délégué(e) par chaque équipe d'ouvrier(e)s, donc pour quelques dizaines de personnes) et adaptées à la nouvelle réalité des masses énormes d'ouvrier(e)s fraîchement

urbanisé(e)s et radicalisé(e)s.

Pour un bon moment ces nouvelles structures seront réappropriées par la force débordante de l'Autonomie de Classe, les appareils révisionnistes étant obligés de donner du lest pour jouer la récupération dans une phase plus calme. Mais on voit dès le départ leur sens véritable, vu que ces Conseils sont, quand même, installés en concurrence et contre les Assemblées Autonomes.

D'un autre côté, c'est l'émergence soudaine du terrorisme d'Etat, avec le massacre du 12 décembre '69 (16 morts dans une banque par une bombe aveugle). C'est l'acte d'éclat de toute une stratégie, bien précise et dessinée à l'ombre des cercles occultes du pouvoir (et sous influence des cercles impérialistes internationaux), et qui constituera une vraie déclaration de guerre de classe.

Contrairement à beaucoup de préjugés, c'est rarement le prolétariat qui commence les hostilités, son parcours de lutte, même radicale, au processus révolutionnaire n'étant ni simple ni rapide. La domination bourgeoise, par contre, est désormais constituée en forme de contre-révolution préventive, elle connaît et elle craint au plus haut point les développements de la lutte de classe.

Ces sauts importants dans la dynamique de luttes obligeront le mouvement de classe à "grandir vite". C'est là que le débat autour des perspectives, et notamment la question de l'issue politique et celle de la violence révolutionnaire, se dessine, qu'il prend une autre ampleur.

Et c'est aussi tout le poids du contexte international qui voit se développer, dans toute sa puissance, la vague des luttes de libération nationale-anticoloniale, le prestige immense de la guerre populaire au Vietnam et de la Révolution en Chine. Qui alimentent aussi la nouvelle vague des guérillas latino-américaines, source de grande inspiration pour nous en étant un peu à mi-chemin entre les guerres populaires et la réalité des métropoles impérialistes.

Il faut dire clairement que le contexte international, à juste titre, a pesé plus que d'autres facteurs d'influence, et cela parce que la dynamique de la Révolution prolétarienne est internationale, se détermine localement mais par rapport aux grandes données de la phase capitaliste internationale et des rapports globaux de force entre les classes.

Il faut bien préciser cela, ici aussi contre des idées erronées qui ont été véhiculées, comme le présupposé très italien d'une situation démocra-

tique particulièrement dégradée et sous menace de dérive fascisante, ce qui aurait légitimé et caractérisé ensuite la prise des armes par le mouvement révolutionnaire. C'est faux, et cela relève d'une interprétation à usage des différents courants de la "dissociation", pour amoindrir, réduire la portée idéologico-politique de ce choix, son caractère de stratégie, sa finalité de Révolution de classe ! C'est-à-dire qu'il n'y avait pas tellement de crainte d'un coup d'Etat fasciste, mais plutôt la maturation de l'idée de "contre-révolution préventive" comme forme désormais stable et vraie armature interne des soi-disant démocraties impérialistes.

Tout mouvement de classe où de libération aurait buté inévitablement contre cette armature profonde de l'Etat, au-delà d'un certain seuil de lutte et de revendication. Là se poserait inévitablement la question : soit reculer, renoncer à ses aspirations en les consignant aux gestionnaires réformistes, soit accepter la guerre de classe.

On peut par contre considérer la réelle persistance d'un héritage politique et idéologique de la Résistance anti-fasciste, par la grande force qu'elle eut en Italie jusqu'à avoir touché la possibilité de sa transformation en prise de pouvoir révolutionnaire. La crise révolutionnaire dura jusqu'en '48, lorsque Togliatti décréta rudement l'abandon de cette voie, au bord de la crise gravissime qui suivit justement l'attentat qu'il venait de subir. De son lit d'hôpital, il ordonna aux milliers d'insurgé(e)s qui avaient pris les armes à la main, et contrôlaient d'importantes villes ouvrières (et qui commençaient à attaquer armée et police), de s'arrêter. "Rentrez à la maison" : voilà la grande trahison révisionniste, qui allait plonger les forces de classe, dont les Partisans, dans une crise profonde, en facilitant la restauration, la vague réactionnaire.

De tout cela, justement, les traces étaient profondes et encore vivantes. Ce sera une racine "lointaine" qui contribuera au nouvel essor révolutionnaire, à sa légitimation sur le plan de la continuité historique, avec aussi une transmission des véritables armes.

Les raisons de fond sont donc celles indiquées, internes à la nouvelle phase internationale, aux nouvelles formes de l'exploitation capitaliste et de la composition de classe.

Ainsi, pour la précision, les deux premiers regroupements armés - le Groupe 22 Octobre, et les G.A.P. (Groupes d'Action Partisane) - furent un parfait mélange des nouvelles instances militantes et un rappel de l'héritage partisan. Mais ce ne furent que des météores lumineux, rapidement

consommés. La détermination des nouveaux militants prolétariens qui s'y exprimait - ce furent surtout des attaques à l'explosif contre des capitalistes au centre des luttes et des financiers de fascistes, la constitution d'une radio pirate qui réussit quelques coups d'éclat, ainsi que l'apport du célèbre éditeur G. Feltrinelli qui tomba au combat et qui donna une grande contribution en publiant et faisant connaître quantité de textes internationaux, notamment ceux de l'Amérique du Sud - ne suffit pas, manquant une certaine épaisseur d'analyse et de projet.

L'histoire vraie commence en novembre '70 : première attaque incendiaire contre un chef de Pirelli.

Pour la première fois apparaît la signature : Brigades Rouges !

3. Novembre '70 : la formation des Brigades Rouges et leurs débuts

Ces débuts furent la conclusion d'un processus idéologico-politique qui, depuis la rencontre entre le noyau d'étudiant(e)s de Trente et quelques avant-gardes de lutte ouvrières de Milan et de la région d'Emilie, avait pris forme dans le Collectif Politique Métropolitain à Milan. Lieu de rencontre et coordination interne aux luttes et, en même temps, organisme qui élevait le niveau du débat, commençant à tracer les lignes d'orientation qui amèneront au projet de lancement de la Lutte Armée. Il aura une revue : Sinistra Proletaria (Gauche Prolétarienne...), le temps de décanter la position politique et de faire les premières expériences.

Le niveau théorique-idéologique exprimé est, dès le départ, élevé ; constitue une bonne synthèse de compréhension du cycle des luttes internes et du contexte international, du positionnement par rapport au révisionnisme moderne et aux avant-gardes réelles.

Cette synthèse faisait émerger la nécessité de dépasser la stratégie sur "les deux temps" (accumulation des forces à travers les luttes de masse et l'électoratisme, ensuite échéance insurrectionnelle), qui était devenue en fait une des raisons du pourrissement révisionniste, mais qui gangrène aussi la nouvelle gauche extraparlamentaire avec son incapacité à saisir les contradictions sur lesquelles justement les partis étaient devenus révisionnistes, avec son spontanéisme/suivisme des luttes de masse. L'idée formulée - et appliquée !- était qu'il fallait développer une stratégie basée sur l'unité du politico-militaire. Le processus révolutionnaire

devait, dès le départ, contenir ses éléments constitutifs, préfigurer le chemin dans ses possibilités et nécessités, donc indiquer clairement, dans la pratique, comment on pouvait passer des simples luttes immédiates (pour radicales qu'elles soient) à des niveaux plus élevés, pour approcher la question cruciale : la lutte pour le pouvoir ! Et démonstration était faite que l'on n'aurait jamais grandi en suivant les masses, en accompagnant leurs mouvements. Il fallait instaurer, construire une dialectique entre ces expressions, fondamentales, et la tendance révolutionnaire, ce qui voulait dire : idéologie, théorie, programme politique, mais aussi (et surtout) leur concrétisation dans des moyens et une stratégie de lutte posés subjectivement. Donc une Organisation, ayant comme objectif le Parti Communiste formé dans l'exercice de cette pratique, l'unité du politico-militaire, la lutte armée.

C'est-à-dire que le projet se basait sur la synthèse des trois éléments essentiels :

- une formulation de l'autonomie prolétarienne (ou de classe) comme apport et analyse concrète des grandes luttes de masse qui se déroulaient (et à l'intérieur desquelles les camarades se situaient en tant qu'avant-gardes reconnues), de leurs potentiels et leurs limites infranchissables ;

- la décision donc subjective, en tant que collectif militant, de formuler une ligne politique, une stratégie pour la Révolution, ici dans les métropoles impérialistes, en se basant sur les acquis historiques du marxisme-léninisme et de la nouvelle vague internationale (Chine, Vietnam, Cuba et Amérique Latine). Selon les mots des camarades brésiliens, justement : *«aujourd'hui l'alternative du pouvoir prolétarien doit se poser tout de suite en termes politico-militaires, étant donné que la lutte armée est la voie principale de la lutte de classe»* ;

- et une implantation théorico-idéologique adéquate au niveau exprimé des contradictions de classe, au niveau du rapport de force international qui, tous deux, faisaient rêver largement sur la maturité du passage au Communisme, comme donnée profondément vivante à l'intérieur des mouvements. En appliquant que *«sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire»*, et en cherchant aussi les nouveaux apports : *«la Révolution culturelle est aussi nécessaire que la Révolution politique»*. Pour tous/tes ceux/celles qui douteraient encore de l'épaisseur et complexité du projet (argument agité par tant d'opportunistes qui l'ont dénigré comme "pratique de l'exemplarité du geste"), qu'on lise ce passage

: «Nous croyons que l'action armée est seulement le moment culminant de tout un vaste travail politique, par lequel s'organise l'avant-garde prolétarienne. Et le mouvement de résistance, de façon directe par rapport à ses besoins réels et immédiats. En d'autres termes, pour les BR l'action armée est le point le plus élevé d'un profond travail dans la classe : c'est sa perspective de pouvoir.»

Ainsi les BR surent donner suite et issue aux expressions de l'autonomie de classe : l'incendie des voitures des chefs, des fascistes et autres collabos d'usine, et aussi des flics sur le territoire, étaient développés de manière organisée et politique. Ce n'était pas exercé sur le plan symbolique (pour autant qu'évidemment il y a aussi cette valeur), mais concrètement, politiquement, dans les passages de l'affrontement politico-social de classe. Encore plus avec le passage à quelques enlèvements (de courte durée) de dirigeants des grandes usines, au centre des luttes (Siemens et Fiat).

Cette cohérence courageuse valut tout de suite le succès politique. Le premier noyau fragile, duquel on a parlé, fait tache d'huile : l'Organisation s'implante dans nombre de grandes usines et de quartiers de Turin, Milan, Gènes, Vénétie. C'est la réussite du "pari" : la classe comprend et répond, entre autres avec la disponibilité des cadres militant(e)s ouvrier(e)s parmi les meilleur(e)s (ce qui sera visible dès les premières arrestations).

Elles n'étaient pas seules, avant tout parce qu'elles se greffaient sur des comportements et formes de lutte très répandues à l'époque, les ouvrier(e)s pratiquant la casse de lignes de montage pendant les cortèges internes, le sabotage, le guet-apens hors de l'usine aux petits-chefs ,etc. Surtout la pratique des cortèges internes était la véritable arme de masse, qui rythmait le déroulement d'une phase de lutte ; les BR greffaient, dialectisaient leur initiative par rapport à tout cela.

Et puis parce que d'autres composantes militantes avaient commencé à se poser dans la même perspective et la même pratique. Seulement, d'importantes différences idéologico-politiques créèrent une distance qui deviendra, avec le temps, question de lignes différentes ; et en plus, le caractère moins clair de ces autres composantes, leur gestation politique plus compliquée fit en sorte que leurs initiatives et structures restèrent pendant longtemps - jusqu'en '76 - dans une sorte de limbe, ne faisant pas de revendications claires, utilisant des sigles différents, n'ayant pas d'éla-

boration politico-idéologique correspondante. Là aussi, d'ailleurs, il faut reconnaître les traits de force et la cohérence stratégique qui feront la primauté des BR (et leur continuité unique parmi les organisations, jusqu'à ce jour).

En fait, la grande différence résidait dans la relation avec le "Mouvement", cette entité générale qui englobait toutes les luttes, cette espèce de fleuve où tous nageaient. Toutes les autres organisations garderont une relation de complémentarité, de suivisme en un certain sens, resteront "mouvementistes" (comme on disait alors). Finalement donc, une réédition du clivage entre léninistes et non-léninistes.

4. Mouvement et gestation de l'aire de l'autonomie ouvrière

Comme on l'a déjà fait remarquer, Potere Operaio constitua une sorte de creuset pour différentes expériences. Depuis son sabotage, nombre de ses noyaux innervèrent le Mouvement et impulseront les initiatives et le débat. En général ce furent ces noyaux qui alimentèrent et encadrèrent le débat et les évolutions suivantes, dans la rencontre et l'agrégation avec d'autres secteurs du Mouvement. Ce fut surtout la rencontre avec l'aire des ressortissant(e)s de Lotta Continua (qui, elle, éclata en 76, mais à la différence de P.O., de manière négative, comme issue d'une crise grave d'identité et de perspective). Surtout la réalité se révéla de toute une aire petite-bourgeoise qui allait imiter les gestes de trahison - retour au bercail paternel - d'une bonne partie des "soixante-huitard(e)s". Nombre de collectifs territoriaux et d'usine, plus une grande partie des services d'ordre, se retrouvèrent après la bataille interne (perdue) pour l'avancement vers un processus révolutionnaire, et notamment par l'étape de l'armement de masse.

On voit déjà deux caractères fondamentaux de cette démarche politique et organisationnelle, caractères qui seront déterminants et lourds de conséquences :

1) il n'y a pas de véritable séparation entre les niveaux de masse et celui qui devrait se concevoir comme stratégique, sinon le Parti, du moins l'Organisation. Cette dernière commence à se dessiner comme la fédération de nombreux collectifs et comités locaux (souvent très dignes, mais où était quand même prééminente la dimension de masse et publique).

2) Armement de masse. Voilà un mot d'ordre extrémiste, confusionniste (des niveaux) et lourd de dérives militaristes. Ce qui arrivera exactement, dans le temps, et qui était évident dans la reprise d'un secteur fort défectueux en ce sens comme les services d'ordre précités.

Il y aura environ deux années d'expérience et de tissage de ce nouvel assemblage, dont une dense publication résumera l'élaboration politico-théorique - Linea di Condotta - qui se dérouleront au milieu d'une phase de lutte toujours très forte et riche et dans laquelle certains de ces collectifs avaient une présence marquée. C'était le cas notamment d'une Coordination de Comités d'usine dans la banlieue de Milan - Sesto S. Giovanni, centre sidérurgique surnommé Stalingrad, par son apport à la Résistance - qui en arrivèrent à exercer leur hégémonie dans une grande usine (Magneti Marelli) où ils réussirent à expérimenter l'exercice de la force au niveau de l'organisation de la lutte interne, sous la forme de "décrets ouvriers" à imposer ; jusqu'au fait d'empêcher le licenciement de quatre camarades, en les faisant rentrer tous les matin escorté(e)s par la "milice ouvrière" , et cela pendant quelques mois !

Ce thème de la "milice ouvrière", sera d'ailleurs un axe porteur : construire la force politico-militaire comme support des organisations de masse avancées, comme sorte de contre-pouvoir, comme exercice concret, imposition des objectifs de lutte qui commençaient à casser les limites de la légalité et à annoncer des contenus "objectivement" révolutionnaires.

Ce fut le cas notamment de la vague des auto-réductions. Celle-ci, consistant en un refus des augmentations tarifaires de gaz, électricité, téléphone, se traduit en '75 par un vaste mouvement d'auto-réduction des factures. Structuré autour du vaste réseau des Comités de Lutte dans les quartiers (tandis que une partie des Conseils d'usine rejoignait le mouvement en battant le sabotage des révisionnistes), il se prêtait bien à y développer une radicalisation des mouvements de masse : "les prix politiques", c'est-à-dire comme expressions des rapports de force et comme tendance à la négation de la marchandise ; la "réappropriation", comme formes de lutte non plus revendicatives mais d'imposition directe, comme "pratique de l'objectif" ; "contre-pouvoir" donc, et nouveau terrain qui exige l'organisation de la force, généralement armée (ce qui pour une partie était justement cette ligne de la "milice ouvrière").

Il faut aussi considérer que cette vague se greffait sur une considérable situation pré-existante d'occupation d'immeubles (des cités entières

d'HLM), et sur une organisation générale en Comité Autonomes de Lutte, par exemple sur la "grève des loyers". Terrain de lutte émaillé d'affrontements avec les flics, qui en arrivèrent à tuer quelques camarades, ce qui donna en retour des flambées de violence prolétarienne et d'exercice de nouvelles formes d'organisation. Dans le bourgades périphériques de Rome, notamment, on en arrivera aux affrontements armés entres les occupant(e)s soutenu(e)s par les camarades organisé(e)s et la troupe. Et avec des victoires, enfin, soit contre les flics, soit pour l'objectif d'obtenir les logements (toujours entre '74 et '75).

Et encore, un important mouvement d'"expropriations de masse" allait se développer: comme concrétisation du mot d'ordre "prix politiques", les Comités avaient déjà initié toute une activité autour des grandes surfaces, des marchés, des spéculateurs, intermédiaires commerciaux, etc. jusqu'à des actions d'auto-réduction des prix et des expropriations massives. Sur cela allait se greffer une poussée spontanée de la nouvelle levée des camarades plus jeunes (qui allaient constituer les premiers Cercles des Jeunes Prolétaires, mi-local politico culturel/mi-squat), qui passaient directement aux expropriations systématiques ; pas uniquement dans les supermarchés, mais bien plus dans les belles boutiques : disques et hi-fi, livres, fringues. Les limites des objectifs étaient poussés toujours plus en avant. Ce n'était pas, pour les jeunes notamment, qu'une réduction des prix sur les biens de survie, sorte de lutte salariale de nouveau type, c'était la "réappropriation de la vie" ainsi que le casse de la marchandise ! Le plus souvent ces actions étaient "couvertes" par la présence d'une équipe armée, et en général tous ce terrain de lutte dans les quartiers connut un développement considérable de pratique armée des organisations : dans les termes plutôt d'initiatives de portée locale, fragmentaire, et non liée par un projet centralisé de développement du processus révolutionnaire (d'où le manque de signature unique, centralisée, et la cacophonie de sigles qui a fait croire l'existence de dizaines de groupes).

Ces projets existaient, mais restaient pour ainsi dire à l'état latent, sous-jacent, n'arrivant pas à s'exprimer clairement comme dans le cas des BR. Cela arrivera bientôt à la formalisation d'une organisation et d'une "branche" (Prima Linea et l'Autonomie Ouvrière Organisée qui n'arrivera jamais à s'unifier et où coexisteront trois ou quatre Organisations armées majeures) , qui essayeront ce passage ; mais elles resteront toujours marquées par ce caractère spontanéiste, mouvementiste de fond , et

comme on verra, leur tentative, très précaire et contradictoire, fera vite naufrage dans un retour au Mouvement, comme résultat de défaite et donc comme recul grave.

Ceci ne se veut pas un déni de reconnaissance envers cette aire révolutionnaire, et à ses apports qui ont été importants dans la recherche des nouveaux chemins qui auraient pu répondre aux contradictions laissées ouvertes par le cycle historique précédent : la valorisation des expressions de classe en tant que sujet révolutionnaire, pour dépasser l'excès de dimension politique séparée (qui avait aussi ouvert la voie aux dérives révisionnistes), donc les catégories de l' "antagonisme" , de "subjectivité de classe", de "guerre sociale", de "contre-pouvoir", d' "illégalité de masse". Catégories qui mettaient en avant la valeur révolutionnaire (prétendue) du social, des luttes et des comportements de masse de "auto-valorisation prolétarienne", du sujet social qui était à l'avant-garde (ainsi pour l' "ouvrier-masse", ensuite l' "ouvrier social", ou le "sujet antagoniste" tout-court).

Mais un éclectisme idéologico-théorique prévalait trop, qui en finit trop vite avec l'héritage positif du passé, en jetant par dessus bord l'essentiel du marxisme-léninisme. En résumé, ils jetèrent le bébé avec l'eau du bain ...

5. 1974-'75 : l'affirmation de la lutte armée

Voyons une chronologie de passages et d'actions significatives de cette phase :

- 1974 est marquée par l'enlèvement du juge Sossi, tournant décisif du niveau de "propagande armée", directement liée au conflit de classe dans la relation capital/travail, à un niveau qui préfigure la lutte politique générale, l'affrontement Classe/Etat. Ce juge était très connu, et haï, par le prolétariat en lutte de Gènes. L'attaque était particulièrement bien ciblée, faisant le lien entre les exigences du mouvement de classe et la projection sur le plan de l'affrontement à l'Etat. Et naturellement cela rendait visible le niveau politico-organisationnel atteint, qui était considérable, en sachant que l'enlèvement dura quelque semaines et qu'il y eut une négociation publique (les BR choisissant, en bonne cohérence révolutionnaire, de rendre publics tous les passages de l'évènement, pour que la classe se les approprie ; contrairement à l'Etat qui cherchait à cacher et à torpiller les contenus des luttes par une couche épaisse de manipulation,

d'intox, et d'ignorance). Les BR posèrent la libération de 13 militants, en faisant éclater au grand jour l'existence de ce front de lutte : la prison, les nouveaux camps, la répression comme terrain stratégique de l'Etat. Il y aura accord, les BR libéreront l'otage, mais l'Etat renia sa parole ! Deux ans plus tard les BR régleront le compte au magistrat qui géra cette trahison, le Procureur Coco, avec deux agents d'escorte, ce qui constituera aussi l'action de saut de qualité au niveau de l'attaque.

L'action contre Sossi marqua aussi la définition stratégique, par l'apparition de certains mots d'ordre qui deviendront célèbres. Ils le deviendront parce qu'effectivement les B.R. en firent l'axe de leurs attaques. Le plus connu est «*Porter l'attaque au cœur de l'Etat*». Il faut préciser un peu ce que l'on entend là (contre un tas de déformations intentionnelles qui ont circulé).

Ce n'est pas une attaque de caractère symbolique, éternellement semblable, de style anarchiste.

Ce n'est pas une attaque de type prioritairement militaire, qui vise tout de suite à entamer la puissance de l'Etat, parce que, au de là du simple bon sens, les BR envisageaient un processus révolutionnaire, par étapes et, naturellement, le caractère et les niveaux de l'attaque dépendent de l'étape où l'on se trouve. Ce n'est pas au début qu'on est en condition de détruire les forces ennemies.

Le concept d'«*attaque au cœur de l'Etat*» est plutôt la question de concevoir que dans toutes les phases de la lutte de classe, il existe un nœud où se lient, où se concentrent les contradictions et la ligne d'affrontement entre les classes et que, à ce niveau, l'Etat dans la personne du gouvernement agit en élaborant un projet, ou des projets politiques qui sont l'arme fondamentale dans leur conduite de l'affrontement. Dans le projet politique de conjoncture (ou de phase) se résume l'intérêt bourgeois de la fraction dominante (en composant de façon subalterne, et toujours contradictoire, l'intérêt des fractions bourgeoises secondaires), sa manière d'attaquer le prolétariat et de développer le système capitaliste. Sortir des limites de l'affrontement capital/travail et des écueils du "mouvementisme" signifie savoir transposer la force de classe sur ce plan là : attaquer la bourgeoisie sur le plan politique général, en faisant ressortir en même temps le caractère de classe de l'Etat et en lui opposant l'intérêt général historique du prolétariat, de la classe.

Donc ce sera encore une logique d'attaque très politico-militaire, à la

finalité de recomposition de classe qui ne peut qu'advenir en posant et en affrontant les contradictions centrales, sur ce plan d'affrontement Classe/Etat.

Résultat du grand bond en avant, de l'influence grandissante, deux nouvelles colonnes commencent à se structurer, en Ligurie et en Vénétie (et sur la base des noyaux ouvriers de grandes usines et de ports, notamment) ; alors que se constitue la Direction Stratégique qui dorénavant ponctuera annuellement l'activité de l'Organisation par une élaboration politico-théorique qui en constituera l'adresse stratégique. Ainsi, la première Direction Stratégique - en tant que document - sera publié en avril '75. De par sa clarté, elle reste un document utile encore aujourd'hui. Toujours au printemps '75, il y aura le premier enlèvement de capitaliste à finalité d'expropriation.

Dans la fusillade avec les carabinieri, qui vont le libérer, tombe Mara Cagol, une camarade du noyau fondateur. Très aimée, elle restera une figure symbolique et la Colonne de Turin prendra son nom. Quelques mois avant elle avait aussi dirigé la première action d'assaut contre une prison (Casale Monferrato, en Piémont) pour libérer un camarade.

On verra aussi une campagne conjointe avec les NAP (Noyaux Armés Prolétariens) contre l'appareil de la contre-guerilla - attaques contre des structures de carabinieri et du système pénitencier. Et la première attaque sur la personne d'un ennemi, dans en l'occurrence un notable du parti au pouvoir, la DC (Démodratie Chrétienne), attaque qui prendra souvent cette forme : la "jambisation" (coups de pistolet aux jambes).

En '76 ce sera surtout l'exécution, dont a déjà parlé, du magistrat Coco en tant que représsailles et élévation de l'attaque à l'Etat. Et la mort d'un autre camarade, jeune et très estimé, Walter Alasia.

La colonne de Milan prendra son nom. Son enterrement sera aussi un moment fort, avec des centaines de personnes présentes malgré l'intimidation des flics, et sa défense publique, par tract, de Comités Ouvriers de la mouvance autonome de Milan.

6. Les luttes dans les prisons - les Noyaux Armés Prolétariens

Ces trois années verront aussi l'essentiel de l'activité des Noyaux Armés Prolétariens (NAP).

Leur histoire est l'histoire des luttes en prison, luttes qui seront calquées sur le mouvement de classe, avec un même élan, dans les temps et dans les références.

Il est impressionnant de voir combien les premiers actes seront des révoltes violentes dans les trois grandes prisons métropolitaines de Turin, Milan et Gènes, exactement la géographie de pôles ouvriers, et entre '69 et '70 ! Puis il y a généralisation, les luttes se succèdent et le mouvement révolutionnaire court immédiatement à leur soutien de l'extérieur. L'explication de cette synchronisation est bien sûr à chercher dans la classe. Les années '60 avait vu, dans ce vaste processus de renouveau de la composition de classe et des phénomènes culturels qui l'accompagnaient - la génération beat, les teddys-boys, cheveux longs et mini-jupes, insubordination et tendances libertaires - l'émergence aussi de nouvelles formes de "banditisme", d'extra-légalité. Des jeunes issus des quartiers ouvriers, de l'immigration, qui rompaient radicalement avec le destin d'esclavage à la chaîne en décidant de s'appropriier la richesse sociale : c'étaient les "batterie", les équipes de braqueurs de banques.

C'était devenu un phénomène important, soit parce que l'attaque des banques était assez nouvelle (de cette manière systématique et diffuse), soit par les caractères homogènes de ces nouveaux gangs et par leurs différences marquées avec le milieu classique.

Tandis que ce dernier était expression du sous-prolétariat (avec toute son ambiguïté, bien cernée déjà par Marx) et qui n'est pas du tout glorieux quant à ses attitudes sociales, avec une intériorisation de l'ordre et valeurs bourgeoises (attitudes d'oppression et exploitation des autres, prostitution au mieux offrant, collaboration avec les flics, etc.), les jeunes braqueurs étaient des révolté(e)s et de purs produits de quartiers ouvriers, auxquels d'ailleurs ils/elles restaient lié(e)s . Ce fut une levée de jeunes combatifs qui, une fois en masse dans les prisons, réussirent à impulser une dynamique de lutte. Et aussi à établir des relations faciles avec le mouvement révolutionnaire dans lequel ils/elles se reconnaissaient , socialement et culturellement. Ce sera principalement cette composition de classe qui supportera le cycle des luttes, plus les nombreux prolétaires qui peuplent ces lieux alternatifs à l'usine. Ce sera d'ailleurs la figure du "prolétaire prisonnier" qui sera formalisée politiquement par le mouvement révolutionnaire, en lui donnant une identité et une place dans la révolution de classe.

A la phase de révoltes destructrices s'ensuivait la tentative de se structurer, d'atteindre des objectifs qui n'étaient pas uniquement l'amélioration des conditions (quand même toujours importantes dans cet enfer carcéral), mais qui deviendront une pratique de l'évasion, répandue et systématique ; ainsi que la pratique de réponse aux violences de l'appareil répressif. Sur ces terrains, les noyaux d'avant-gardes produites par les luttes se soudèrent de plus en plus aux groupes extérieurs et, après la phase des "Pantere Rosse" (Panthères Rouges, en référence explicite aux afro-américaines, à George Jackson et aux Frères de Soledad), on en arriva rapidement aux NAP.

En fait les NAP eurent beaucoup de thématiques en commun avec les BR : centralité de la lutte armée, construction de contre-pouvoirs, etc. Pendant qu'ils restèrent quand même très ancrés sur la lutte carcérale et, comme on verra, leur dépassement vers un horizon plus général, ce sera l'intégration aux BR. Caractéristique importante ce fut aussi leur enracinement à Naples et autres territoires du Sud, ce qui donnait un apport complémentaire précieux.

Leurs premières actions seront la diffusion de messages par haut-parleur (auto-explosifs) devant les prisons, en soutien aux luttes de l'intérieur. Ensuite, des attaques à l'explosif contre des structures pénitentiaires, mais aussi contre la DC - ce qui créera une rapide parallèle avec les campagnes BR, d'autant qu'ils étaient en complémentarité géographique - les NAP étant actifs à Naples et dans le Sud. Ils subiront tout de suite des pertes, notamment les camarades Mantini et Romeo, fauchés à la sortie d'une banque.

Au printemps '75, ils enlèvent un juge, directeur d'affaires carcérales - De Gennaro - tandis qu'en prison trois militants, armés, tentent l'évasion. C'est un échec ; ils se retranchent et font écho à l'action de l'extérieur, qui a enfin réussi à faire passer la lecture d'un communiqué aux journaux radio nationaux.

Le juge sera libéré en échange des garanties sur les trois prisonniers. Ces garanties ne seront observées que quelques jours, ensuite les camarades subiront un traitement féroce pendant quelques mois !

Une autre camarade, Anna Maria Mantini, est tuée dans un véritable guet-apens. Suite à cela, les NAP réussirent à débusquer le flic et le magistrat qui avaient couvert l'assassinat, et les blesseront.

Il y aura encore des campagnes conduites avec les BR - attaques aux

structures des carabinieri et des prisons -, et l'attaque contre le Directeur des services de sécurité carcérale. Attaque qui se termine mal, avec la mort du camarade Martino Zicchitella, très connu à l'avant-garde des luttes carcérales depuis '69. Deux flics tombent aussi au cours de ces actions.

Enfin il y aura une autre exécution, celle du camarade Antonio Lo Muscio. Repéré dans la rue, il est poursuivi, puis blessé ; au sol il sera achevé d'une balle tirée à bout portant. Il était désarmé.

On est alors dans l'été '77, et avec un document de bilan rédigé par quelques prisonnier(e)s se termine l'histoire des NAP qui, en majorité, passent aux BR.

7. Le concert polyphonique de l'Autonomie Organisée

La mouvance générée par la dissolution de Potere Operaio, mouvance que l'on peut appeler au sens large Autonomie Ouvrière Organisée, verra se développer plusieurs expériences organisées qui se dessineront suivant les déterminations du débat et des positions changeantes. Elles se caractériseront par une certaine fluidité, avec des fractures et recompositions. Globalement une intense activité politico-militaire sera produite, évidemment moins unitaire, homogène ou constante que celle produite par les BR. Et même, la fragmentation et la véritable cacophonie de sigles - chaque formation ayant recours à plusieurs - furent politiquement nuisibles, créant la confusion et des difficultés à comprendre le fil des propositions.

On peut aussi citer le fait qu'une partie au moins des initiatives étaient faites en collant aux situations immédiates, en agrégation provisoire et spontanée. Si c'était aussi le signe de la richesse de l'"antagonisme" diffus, c'était tout de même le signe d'une incapacité à faire un saut de qualité stratégique - centralisation et projet de longue durée, pour faire accomplir un changement qualitatif au mouvement de classe, enfin la dimension politique de l'affrontement de pouvoir.

Ce seront donc des attaques à l'explosif contre de grandes entreprises, soit par leur rôle dans les luttes du moment soit par leur rôle impérialiste - Fiat, Face Standard, ITT, Union Pétrolière - ainsi que quelques attaques sur la personne des leurs dirigeants.

L'Autonomie des régions vénitiennes exprimera un haut niveau qualitatif d'utilisation de la force, comme aspect d'une construction de contre-

pouvoir sur le territoire.

Comme prolongement d'un travail d'enracinement réel dans le tissu des luttes locales, leur lutte armée fut plutôt faite de séries simultanées de "petits attaques"- certaines nuits avaient pour cible plusieurs voitures, habitations et locaux patronaux, par exemple ; une autre série des fascistes et des carabinieri. Et ce jusqu'à avoir la capacité de décréter l'occupation d'un quartier de ville, pendant quelques heures, de le quadriller par des équipes armées (en empêchant les mouvements des flics) et de s'occuper à l'intérieur de questions de patrons, de prix, de loyers, des fascistes, etc. Bon, ce n'est arrivé que trois-quatre fois... mais tout de même ! Cela se voulait une préfiguration d'une étape supérieure de contre-pouvoir, à atteindre et à généraliser.

Une autre grande branche de l'Autonomie - et même, la principale, la plus consistante et présente dans plusieurs régions - sera celle qui tournera autour du journal *Rosso* (Rouge) et qui s'exprimera notamment par le sigle *Brigades Communistes* (mais en chapeautait bien d'autres).

Beaucoup d'attaques au niveau de l' "usine diffuse" (catégorie formulée pour définir le phénomène, alors seulement à ses débuts, de la dislocation-fragmentation de l'usine sur tout le territoire, avec ses corollaires de surexploitation, travail au noir, etc.), où se structurait une forme organisationnelle armée à mi-chemin entre un noyau classique et l'action d'un cortège de masse qui balaye non pas la grande usine mais un ensemble de petites usines. Du moins, c'était l'intention, puisque la conjugaison de ces deux niveaux ne sera pas facile ; elle demandait un niveau de maturité et de capacité qui restait rare. Les contradictions et les dérives prévaudront. Ce sera une expérience positive, et possible jusqu'en 1977 compris (on verra par la suite les raisons de son épuisement). Beaucoup d'attaques furent aussi portées aux forces de répression et aux fascistes/trafiants d'héroïne. Ainsi que, par la suite, le mouvement montant des "Réappropriations", et donc les initiatives et leur protection, ou le soutien avec des attaques aux structures de spéculation marchande, aux grands groupes, aux immobiliers, etc.

Enfin, il y a les initiatives prises par l'aire de constitution de Prima Linea. En '75-'76 ce seront encore des prémisses de mise en route. Mais qui donnent bien l'idée du saut de qualité qui allait se produire : jambisation d'un chef de Fiat (le premier), opérée au bout d'une phase de lutte interne particulièrement forte, à l'usine de Rivalta dans la banlieue de Turin, au

cours de laquelle le problème de petits chefs avait été central : dénonciation sur tract d'une liste de pires d'entre eux et cortège interne qui en était arrivé à en expulser trois des portes de l'usine. La force politique de l'initiative ébranla les révisionnistes et les opportunistes d' "extrême gauche", et cela donne l'idée de l'étroite dialectique qu'il y avait entre l'intervention sur le plan public, et l'intervention armée. De plus, il faut souligner que 1976 aura été, du point de vue du mouvement ouvrier, une année d'apogée, où l'on touche aux plus hautes conquêtes (le seul point d'indexation des salaires, gagné cette année là, poussera au paradoxe un rattrapage sur l'inflation supérieur à son niveau, et au nivellement de l'échelle salariale... les patrons ne savaient plus où donner de la tête!) et où le tissu des noyaux et comités autonomes d'usine est bien dense, en ayant un rôle moteur dans nombre de mobilisations.

L'autre attaque importante menée par P.L. fut l'exécution d'un responsable du parti fasciste de Milan au printemps '76, comme représailles à une série d'agressions fascistes particulièrement graves. Cela fut la première exécution dans l'absolu (donc mises à part les fusillades accidentelles), la première en tant qu'acte politico-militaire explicite.

Tandis qu'à la fin de l'année, P.L. commence à opérer avec intensité et continuité - en débutant par une irruption/perquisition dans un siège patronal de Turin - se posant ainsi en parallèle avec les B.R., par la force, la dimension, et la portée du projet. D'autant plus que, dans sa phase de décollage, P.L. a réussi à faire converger sur sa trajectoire les Formations Communistes Combattantes - F.C.C. Celles-ci constituaient une énième branche de l'Autonomie Organisée -et armée, et pas des moindres. Elle fut surtout enracinée au Centre-Sud, à Rome et dans sa région notamment. Il ne s'agira pas d'une unification, mais elles agiront ensemble.

En'76-'77 déjà, les F.C.C. réalisent deux jambisations de chefs des grandes usines dans le Sud, où elles opèrent aussi en tant que Comités Ouvriers, et un sabotage qui provoqua un formidable black-out à l'usine Fiat de Cassino (Latium) , pendant trois jours.

8. 1977 : l'année terrible

On en arrive donc à cette année "terrible" (comme elle fut rebaptisée par la bonne bourgeoisie).

On peut dire que cette année-là se détermina la convergence de plusieurs expressions de classe, de sujets qui allaient trouver ce point de jonction, à

commencer par la mobilisation autour des universités. Les universités étaient alors frappées par un premier grand plan de restructuration visant à leur reprise en main par la bourgeoisie, donc pour essayer de réintroduire les critères de classe, de sélectivité et la fonctionnalité au système. La tâche était ardue, et de fait cela déclencha tout de suite un mouvement de grande ampleur. Mais les universités étant déjà, dans les faits, un point d'agrégation de jeunes, et de militants de classe plus généralement (par exemple, les cantines étaient devenues ouvertes et soumises à des "prix politiques", ce qui y faisait affluer nombre de prolétaires des quartiers ; de même les foyers étudiants servaient de support bien au de là des simples inscrits). Et puis dans l'automne-hiver '76 avait monté en puissance tout un "nouveau" mouvement de jeunes prolétaires, se caractérisant par la thématique de la "réappropriation ici et maintenant" de biens (en attaquant le principe de marchandise), des logements, des espaces, du temps, de la fête... Enfin, une radicalisation de thématiques classiques, si l'on veut, mais faite à partir d'une masse de nouvelles figures prolétariennes qui tendaient à être extérieures aux grands cycles productifs et sociaux, à être poussés soit à la surexploitation de la nouvelle usine décentrée et fragmentée, soit à la marginalité. Le "mouvement", comme terrain de pratiques vitales et extralégales devenait, de la sorte, une solution, une alternative concrète et politique en même temps. Ainsi la pratique diffuse et quotidienne du vol à l'étalage se transformait en de grandes "expropriations de masse".

Ce qui, d'ailleurs, était une extension du grand mouvement des auto-réductions et de la ligne des "prix politiques", une autre forme de lutte et d'organisation qui développait cette tendance.

Durant les fêtes de Noël se produisit une véritable escalade (il fallait bien se faire des cadeaux !), culminant dans la contestation du détestable rituel bourgeois à La Scala, l'Opéra de Milan, contestation qui se transforma dans une émeute-saccage qui investit toute la ville et une partie de la banlieue, avec beaucoup d'incendies. Cela fut mémorable.

Et justement, début janvier commence la réponse de l'État, avec un saut de qualité dans la répression : une utilisation systématique d'équipes des flics-killers en civil. En rodant autour des manifs, en s'y infiltrant, le moment venu ils déclenchent des fusillades et commencent à laisser au sol des blessé(e)s, puis des mort(e)s. Toujours avec les auxiliaires habituels, les fascistes, qui au moins dans une occasion ouvrirent le feu en

se protégeant derrière un fourgon de flics (qui ne les arrêtèrent pas) et en tuant un camarade.

De son côté les OCC avaient décidé de répondre à ce niveau, dans la perspective politique, plus propre à P.L. et aux Autonomes, d'armement du mouvement de masse.

Ce furent donc les fameuses manifs avec les P38 (qui effrayèrent tant la bourgeoisie européenne) où il y aura des fusillades à partir des manifs.

En février, ce sera l'épisode fameux de Lama chassé de l'Université de Rome. Lama, chef suprême des révisionnistes de la grande centrale syndicale CGIL (et particulièrement odieux), fait l'épreuve de force en venant y tenir un discours, escorté par quelques centaines de gros bras. Ce fut une bataille rangée et une retentissante défaite, très symbolique. Dorénavant les révisionnistes joueront un rôle croissant dans la division au sein de la classe et dans la criminalisation du mouvement révolutionnaire. Le mouvement dans les universités continue à prendre de l'ampleur, en jetant les bases de toutes sortes de luttes et d'expériences sur le territoire. Les affrontements à Bologne marquent un tournant, avec la véritable agression meurtrière des "équipes spéciales" qui en arrivent à tirer dans le dos d'un groupe d'étudiant(e)s en fuite, tuant Francesco LoRusso - les expertises révéleront un nombre impressionnant d'impacts de balles dans les murs, tous à hauteur d'homme ! La révolte du mouvement est à son comble : Bologne est mise à feu et... à musique. En pleins affrontements, dans les rues dévastées, on verra en haut d'une barricade quelqu'un qui s'était mis à califourchon d'un piano jouer et chanter... image surréaliste, de l'esprit insurrectionnel et "désirant" (comme on disait à l'époque). A la manifestation nationale convoquée à Rome convergeront quelques 100.000 personnes. Ce 12 mars les affrontements avec les flics, les attaques aux sièges de partis bourgeois et les expropriations, notamment d'armureries, ponctuèrent le parcours et la journée.

Tout cela se déroule en se tressant, pour ainsi dire, avec les développements impulsés par les OCC. Déjà quelques jours après l'assassinat de l'étudiant de Bologne, P.L. se chargera des représailles en exécutant un agent de la police politique, à Turin. Il faut considérer (pour en avoir une dimension) qu'à partir de '76, la cadence des initiatives était hebdomadaire ; c'est-à-dire que chaque semaine il y avait une série d'attaques incendiaires (généralement des voitures) contre des cadres d'usine, du personnel de la DC. où d'Etat, des flics - par série on entend plusieurs

actions simultanées, ensuite revendiquées par un tract unique et donc par la même OCC. Soit il y avait une jambisation de responsables plus haut placés et repérés par les luttes, où par les enquêtes ; soit il y avait plastilage et mitraillage de commissariats et casernes ; soit une irruption avec perquisition de locaux ennemis.

Pendant les trois années ascendantes - '76/'78 - les jambisations tiendront le rôle le plus important, soit quantitativement et par rapport au niveau militaire, soit parce que cela restera très lié avec la dynamique des luttes internes aux usines. Forme d'attaque qui suscitait beaucoup de soutien, et qui à l'évidence contribuait au rapport de force de classe, c'est celle qui représenta le plus la phase d'enracinement et de légitimation interne à la classe.

A cette période elles furent au nombre de 20 à 40 par an, c'est à dire presque hebdomadaires, en alternance avec les séries dont il est question plus haut.

Tout ça donnait le rythme, pour ainsi dire, la cadence, l'intensité montante d'une tendance à la transformation des luttes en véritable guerre de classe. Il y avait ensuite les actions de plus grande envergure qui commencent seulement en ces deux années-là, les exécutions conçues comme actions politico-militaires du plus haut niveau destinées à marquer le déroulement de la lutte générale, les rapports de force entre les classes, à permettre au mouvement d'atteindre l'État, le gouvernement, les centres du pouvoir. Actions qui seront les plus importantes et marquantes, à distinguer de celles qui répondront plutôt à la logique de guerre comme l'affrontement constant avec les appareils de la contre-révolution, ainsi que les incidents en sortie d'expropriations de banques.

Le secteur carcéral sera aussi très présent, avec sa dialectique importante interne au mouvement révolutionnaire. D'un côté cela se développe sur le mouvement des années précédentes, mais d'un autre côté les militants des BR (y compris des NAP qui y avaient convergé) donnèrent une impulsion décisive, soit en termes de solidité politico-idéologique, soit en termes de capacités opérationnelles, avec le soutien et la coopération de la forte organisation extérieure.

La coopération entre prisonnier(e)s des différentes expériences fut quand même décisive (surtout l'entente avec ceux/celles des "batteries" - les équipes des braqueurs métropolitains, desquels on a parlé plus haut) et on verra ainsi se multiplier révoltes et évasions (réussies où ratées),

actions de lutte, utilisation des procès comme terrain d'affrontement - le procès-guerilla.

Le procès au "noyau historique des BR" - une vingtaine des militants - se tiendra ce même printemps, à Turin ; et ce sera l'embrasement, les camarades et l'organisation à l'extérieur en empêchant dans les faits son déroulement, au cri de «*On ne peut pas faire le procès de la Révolution*».

Toute cette réalité carcérale était soutenue par une abondante production de textes, prises de position, documents, ce qui leur donnait toute leur importance dans les développements extérieurs.

La fin'77 verra aussi le tournant, avec l'ouverture des "prisons spéciales", instituées sous la supervision et la gestion des carabiniers (qui étaient devenus à tous les niveaux le fer de lance de la contre-révolution) : ce sera un lourd tour de vis, les conditions y étant très dures (sur le modèle de Stammheim et des H-Block anglais), leur finalité étant la destruction des militants et des prisonnier(e)s rebelles, qui luttaient ensemble, la rupture du cycle de luttes et d'évasions, la prise d'otages contre le développement de la guérilla.

Après les journées de mars, le mouvement restera assez fort jusqu'aux "assises" de Bologne, à l'automne. Ce sera là un moment de rassemblement et de confrontation un peu "kafkaïen" : trop de monde (même cela peut être un problème), trop de différences, trop de tensions. Ce furent plutôt des affrontements politiques et des luttes d'hégémonie. Seul résultat positif ce fut la définitive marginalisation des positions conciliatrices, opportunistes du style trotskistes et "entristes"-nouveaux parlementaristes, etc.

Et ce sera aussi le passage à une autre phase, où prévaudra la tendance militariste.

C'est justement cette montée en puissance du mouvement, qui pousse aussi en avant les contradictions internes, qui exacerbe les tendances aussi négatives. En fait quand on dit tendance militarisante on relève un dénominateur commun aux différentes organisations, mais qui prendra des dimensions fort différentes, en étant une erreur récupérable en certains cas, dans d'autres une dérive qui révélera des défauts encore plus profonds (et, enfin quelques années après, la déroute totale, avec capitulation et souvent passage de l'autre côté de la barricade).

Le nœud commun, porteur de dissensions, était le mécanisme dans l'interprétation de la théorie sur la crise capitaliste. Dans le cas de l'aire

subjectiviste (P.L. et Autonomie Ouvrière), les prétendues innovations théoriques avaient même dépassé la théorie de la valeur et, surestimant luttes et comportements autonomes de la classe - jusqu'à la dite "autovalorisation prolétarienne" qui entravait et bloquait tout fonctionnement de valorisation capitaliste - proclamaient la fin du capitalisme en tant que capacité de faire marcher ses lois, et sa valorisation, et qu'il s'agissait désormais, et seulement, de sa survie par la force ; proclamaient que la crise était "crise de commandement". Par ailleurs le Communisme aurait été déjà mûr à l'intérieur de ces luttes et de ces comportements (la composition subjective de classe) Toute catégorie de révolution politique, parti, transition était de la sorte dépassée, vue comme ferrailles bonnes à jeter. Il ne s'agissait que d'armer ce "besoin de Communisme" et de donner le coup d'épaule final, la domination capitaliste se réduisant à une sorte de coquille vide, en fer bien entendu !

Ces théorisations qui, on le voit, faisaient de larges concessions à l'anarchisme d'un côté et au courant ultra-gauche conseilliste (des années'20), repropoisaient en fait un suivisme de la spontanéité, en radicalisant, extrémisant ce qui s'exprime socialement, et en rejetant la nécessité historique et stratégique d'une dialectique avant-garde/masses, de l'élément organisé extérieur (Parti, idéologie, programme, ligne politico-militaire), des étapes d'un processus révolutionnaire et ensuite d'une transition socialiste (avec tous les contradictions à résoudre et la lutte de classe qui continuera, même acharnée, dans l'encerclement impérialiste, etc.). Rien de tout cela ; compteurs à zéro, on avait tout compris et il suffirait d'imposer notre grande intelligence sociale, nos "Communes combattantes" ou notre Contre-pouvoir territorial!

Nous ne soulignerons jamais assez les dégâts de la présence petite-bourgeoise, qui malheureusement a une capacité remarquable à s'incruster sur tous les mouvements. Il faut bien voir comment, dans la suite des événements, cette aire a été la plus détestable dans la capitulation (en passant d'un extrême à l'autre), en prenant à nouveau des attitudes arrogantes quitte à défendre la m... de leur trahison. Le champion incontestable est le prof. Toni Negri qui, avec un solide groupe de coéquipiers professeurs (on ne dit pas petits-bourgeois par rituel...) incarcérés, élabore et lance en grand style la campagne de "dissociation", ceci consistant dans le reniement de ses positions et l'acceptation du cadre démocratique bourgeois (tant décrié avant !), jusqu'aux différentes formes

d'abjurations en se prêtant au dégueulasse travail de médiatisation qu'on peut imaginer : exhiber les fiers ennemi(e)s d'hier, qui prétendaient faire la Révolution, à genoux, quémendant pitié, en faisant acte de repentir idéologique face aux "victimes", etc. Mais pire, cela devenait un vrai travail politique de recyclage dont, en passant par différentes étapes, on voit certaines positions (et non de moindres) dans le nouveau mélange alter-mondialiste, pacifiste, porto-allegriste. Ce qu'on peut aisément définir comme les nouvelles éditions de la conciliation interclassiste, du prétendu réformisme radical. Et sur tout ça pontifie le grand professeur, tourneur de vestes.

Ce qui est vraiment grave c'est la généralité de la débandade politico-idéologique de l'aire subjectiviste. Bien sûr il y aura nombre de camarades qui s'opposeront et qui résisteront en prison, mais il ne restera plus rien des organisations et des parcours politiques (le cas plus éclatant étant celui de P.L. qui en était arrivé à dépasser les BR quant à ses dimensions et ses prétentions). Les camarades résistant(e)s intégreront surtout, soit l'aire de débat des BR soit l'aire anarchiste, qui prendra beaucoup plus d'importance à partir des années '90.

Mais pour ce qui concerne les BR également, les dégâts provoqués par les limites de mécanicisme, et aussi par moments la résurgence d'un certain éclectisme, furent décisifs. Même si, à décharge, on doit considérer la jeunesse de l'expérience, sa nouveauté et la dureté des conditions dans lesquelles elle a du grandir. L'erreur de mécanicisme la plus grave résida dans la lecture de la crise capitaliste, de son déroulement. Et c'est dommage puisque les termes théoriques de base étaient dans le droit fil du marxisme-léninisme, avec même des apports fondamentaux par rapport aux évolutions de dernières décennies. Ainsi les thèses sur l'Etat Impérialiste des Multinationales étaient extrêmement riches et précurseurs de "grandes découvertes" sur la mondialisation. Que l'on pense seulement que, d'entrée de jeu dans l'analyse, les BR affirmaient qu'à notre époque, les interconnexions internationales étaient telles (prééminence des multinationales et de leur pouvoir, division internationale du travail, avec continuelle redistribution de rôles et de quotas productifs, organisation en chaîne impérialiste des Etats) que la dimension de l'Internationalisme Proletarien était prioritaire, qu'il fallait l'inscrire en première place de programme politique ! Et ce n'était pas que des mots. Idem pendant les années '75 (Résolution de la Direction Stratégique qui

formula en premier ces thèses)-'78, d'affirmation et montée en puissance des BR (et du mouvement révolutionnaire dans son ensemble), ce furent justement aussi ces "intuitions", ces anticipations qui firent la force et crédibilité du projet et du programme avancé.

Le mécanisme consista en une vision quelque peu linéaire de précipitation de la crise, sur le style de la précédente grande crise historique - des années'30 - et donc avec un enchaînement de dégradations socio-économiques et aiguisement des contradictions de classe, de disposition des masses à l'affrontement, à la radicalisation. On n'a pas vu arriver toute cette capacité du système à produire des contre-tendances, des amortisseurs, jusqu'à des instruments de division et corruption d'une partie des masses (les mécanismes de "participation" et de consumérisme, etc.), et les instruments pour dévoyer les masses sur des terrains rétrogrades, comme la fracture avec le prolétariat immigré, le racisme, le chauvinisme, les identitarismes, etc. Il est vrai que cela s'imposera surtout après la défaite tactique des forces révolutionnaires (en démontrant par ailleurs la stricte dialectique entre mobilisation révolutionnaire ou réactionnaire des masses), mais déjà alors la grand erreur était de croire possible en de brefs délais la "conquête des masses à la lutte armée". Ce mot d'ordre, catastrophique, participait de l'élan général à militariser l'affrontement, de l'aplatissement sur la tendance (qui était encore loin de se réaliser) et faisant fi des précédentes finesses d'analyse sur les étapes à respecter, de maturation de la crise révolutionnaire de la société.

En termes de passages politiques, la grande catastrophe a été de croire mûr le saut de phase de la "propagande armée" et d'avancement de la guérilla à la phase de "guerre civile déployée". Ce fut l'erreur-clef, qui était d'ailleurs portée par les autres résumées plus haut, puis par la force des choses, par la dureté de l'affrontement, par le concours des facteurs humains qui ne sont pas toujours faciles à synthétiser de la meilleure manière (que l'on pense au poids pris, à partir de '77, par la présence de centaines de prisonnier(e)s qui vivaient une situation extrême et qui se révéleront justement un des facteurs de radicalisation, de perception extrémiste de la phase).

Mais, quand même, nous verrons que les BR., et plus largement la partie du mouvement révolutionnaire qui se basait sur les repères idéologico-politiques plus solides, de source marxiste-léniniste, sauront tirer leur épingle du jeu de la grave défaite tactique et reprendre le fil de la

construction et du combat ; justement parce qu'il s'agissait d'erreurs, non pas de toute un dispositif politico-idéologique douteux et ambigu.

Nous avons aussi fait allusion à la présence anarchiste. Elle s'était manifestée (comme d'habitude) dans et autour des prisons, dans la sempiternelle lutte contre l'autorité et son symbole le plus horrible.

Dès le début des années '70 s'était formée une mouvance de "nouveaux anarchistes" qui importaient notamment les influences du "situationnisme" français : les Comontistes. Ce fut une aire très vivace, tout autant que marginale, prônant des thèses et des pratiques très provocatrices, extrêmes - "contre le capital : la lutte criminelle", "vol et saccage, nous ferons toujours pire", etc. Surtout marginale à cause de l'hégémonie qu'avait le mouvement communiste à l'époque.

De cette mouvance, prendra naissance une organisation armée : Action Révolutionnaire, qui eut le mérite de lier à fond avec les développements de ces années là, avec les autres Organisations, d'être toujours sur le front des luttes. Elle n'aura pas une grande activité militaire, mais sa contribution politico-idéologique laissera des marques qui, comme nous le verrons dans ces dernières années, alimenteront la nouvelle émergence anarchiste.

9. Fin '77 : début de la nouvelle phase

Dans la bataille politique qui déchirait le mouvement en '77, sur la direction à prendre, les B.R. constituaient un peu la proposition qui s'était taillée, dans le feu de la lutte, le rôle le plus prestigieux, tandis que les autres hypothèses nageaient encore dans une situation indéfinie, magma-tique. Et les BR ne manquèrent pas l'occasion de jouer ce rôle d'avant-garde.

A l'automne '77 elles commencèrent à "hausser le tir", ou "élever le niveau de l'affrontement".

Le nombre de jambisations était devenu impressionnant, une tous les dix jours environ (en excluant les périodes creuses de l'année), dont une bonne moitié étaient opérées par les BR.

Elles frappaient principalement les chefs, dirigeants et fascistes d'usine, avec une rigoureuse répartition sur les territoires des principaux pôles de classe. A Milan : Pirelli (noyau fondateur), Siemens, le pôle sidérurgique de Sesto S.Giovanni, Marelli, Alfa Romeo, ITT et un tas d'autres moyennes et petites industries, ainsi que les grands hôpitaux où il y a eut une

importante expérience de Comités Autonomes. A Turin, la dizaine de grandes usines Fiat, dont l'avant-garde de masse, Mirafiori (à l'époque, autour de 50.000 salarié(e)s), puis Michelin, Singer, ITT, Bertone, quelques industries textiles, et là aussi un tissu énorme d'usines petites et moyennes, largement investies par les luttes et l'organisation de classe. A Gênes : dockers et marins, les grandes aciéries d'Etat, industries mécaniques lourdes et d'armement (il faut considérer que cette ville avait une tradition de classe de grand niveau, une histoire communiste et révolutionnaire considérable). Pour le pôle entre Venise et Padoue : le grand pôle pétrochimique de Marghera (qui, à lui seul, représentera une forte radicalisation ouvrière contre ces usines de mort que sont les pétrochimies), Italsider, Chantiers navals, usine d'aluminium et d'autres. A Naples : Italsider, AlfaRomeo et les industries aéronautiques, d'armement. A Rome et sa région on était plutôt dans une réalité de Proletariat Métropolitain - surtout dans les services, dont les Comités Autonomes des grands hôpitaux furent très significatifs ; avec l'importance des thématiques de territoire, comme le logement - mais aussi un secteur ouvrier riche d'histoire comme celui du bâtiment et quelques grandes usines d'électronique, le monopole électrique d'Etat et la Fiat de Cassino, dans la région. Enfin il y aura encore d'autres réalités régionales (notamment Toscane, Sardaigne, Marche, Emilia) mais ici nous avons surtout voulu retenir les pôles, c'est-à-dire les concentrations de classe qui jouent un rôle moteur. Et donc, il faut considérer qu'en '77 et en '78, toutes les usines et secteurs indiqués furent touchés par l'initiative armée, et ce à plusieurs reprises. Cela sur la base d'une construction organisationnelle précise qui commençait toujours par la présence de militants à l'intérieur. Il y avait aussi une ligne d'attaque plus territoriale, touchant différents aspects de la condition de classe, souvent en soutien direct aux luttes, particulièrement sur la question du logement, des "prix politiques", de la "réappropriation". Ainsi pratiquement toutes les OCC pratiquèrent l'attaque d'agences immobilières, de la grande propriété, des spéculateurs, des grands groupes marchands ; par nombre d'irruptions et de perquisitions, par lesquelles on entraînait en possession de listes et de documentation - sur les logements et immeubles vides par exemple-, avec les suites qu'on peut imaginer..

Toute aussi importante fut la présence dans les quartiers, sur les conditions de vie en général, et particulièrement des bandes de jeunes. On en

arriva à combattre la gangrène qu'était l'héroïne ; une OCC - Guérilla Communiste - se chargea de débarrasser les quartiers de six ou sept trafiquants. Lutte qui, presque toujours, signifiait attaquer les fascistes qui, on le constate dans tous les pays, s'adonnent avec plaisir à cette activité mortifère également. Les fascistes, en bons flics du prolétariat, alimentent tout ce qui est destructeur pour le prolétariat.

Politiquement, ce fut quand même un exemple typique de lutte armée "d'accompagnement", de suivi de la spontanéité des luttes, de prolongement et de radicalisation des luttes -ce qui en soi n'est pas forcément négatif. Sa théorisation et sa traduction en termes politiques furent par contre négatives : elles n'amèneront jamais à des résultats intéressants pour l'évolution de l'affrontement stratégique. Pire, cela confinait la richesse du mouvement spontané dans sa spontanéité, dans un mouvement circulaire qui ne pouvait pas effectuer de sauts de qualité. A la longue, cela ne pouvait produire que marginalité et fragmentation et, sous les coups de l'offensive bourgeoise, recul et récupération dans le maillage institutionnel (ce à quoi s'attelèrent, avec un grand professionnalisme, les dirigeants-retourneurs de vestes).

Ce sera l'une des grandes démonstrations que la Révolution, ou un processus révolutionnaire, ne se déclenche pas de soi-même, en vertu de la radicalisation des masses (qui est par ailleurs importante) mais nécessite bien un plan de Parti, une force qui subjectivement pose l'ensemble des outils (idéologiques, de stratégie, de ligne politique, et d'organisation politico-militaire) indispensables à l'affrontement de longue durée, pour transformer l'antagonisme de classe, l'autonomie de classe en force consciente et déterminée à prendre le pouvoir, installer la dictature du prolétariat, comme prémisses, bases minimales et incontournables pour démarrer la moindre transformation des Rapports Sociaux.

Mais l'axe qui devint de plus en plus important est bien celui de l'attaque contre les appareils d'Etat : le parti-régime, la DC, les corps de répression et la nouvelle contre-guérilla.

Cela surtout par l'impulsion des BR qui, depuis le lancement de l'"attaque au cœur de l'Etat", concentraient leurs efforts pour que s'accomplisse le passage du plan d'affrontement travail/capital au plan classe/Etat, au plan stratégique de la lutte pour le pouvoir.

Et pour cela, s'appuyant sur les rapports de force que la classe exprimait en cette phase (à laquelle contribuait largement l'initiative combattante,

intervenant au vif dans les usines), les BR commencèrent à "hausser le tir", "élever le niveau de l'affrontement". Les exécutions ciblées de figures de l'appareil d'Etat et du capital devinrent la méthode d'intervention la plus importante, celle qui caractérise et cadence l'intervention politique de l'Organisation dans la lutte de classe. Sur ce plan elle sera vite secondée par P.L. qui agira en partant d'autres présupposés, d'autres dynamiques - la militarisation du mouvement antagoniste, en forme du "combattimento proletario" (la transformation des groupes et collectifs de quartiers en équipes combattantes de bas niveau), le contre-pouvoir, la guerre sociale totale, le combat contre les restructurations productives et sociétales, très lourdes et tendanciellement militarisantes et atomisantes, destructives du tissu social (sur ce point l'analyse n'était pas mauvaise, en anticipant largement les phénomènes négatifs qui se déploieront ensuite dans nos sociétés, mais auxquels on donnait des réponses erronées). Restructurations auxquelles on ne pouvait plus opposer que l'organisation de réseaux et de communautés de lutte et combattantes (en fait, comme toute vision "totalisante", c'était extrémiste et désespéré), dans une radicalisation de l'affrontement armé dépourvu de stratégie et de tactique.

Du moins dans cette première phase de l'"élévation du niveau d'affrontement", P.L. -on est en '77/'78- gardera une certaine lucidité politique et constituera une sorte de front unique avec les B.R. et d'autres organisations mineures. Et c'est ainsi que les appareils de répression commencèrent à ressentir durement les coups, à perdre leur lâche arrogance d'impunité, à avoir peur.

Mais il y aura bientôt un tournant, le passage le plus ardu. Le 16 mars 1978 les BR enlèvent Aldo Moro, président de la DC.

10. La campagne de printemps : l'opération Moro

Avec le recul du temps, cela reste une attaque audacieuse et fort impressionnante. Elle a demandé un niveau d'organisation et une détermination énormes, outre une profondeur de projet politique et une vision de grande ampleur. Cela signifiait faire irruption au beau milieu de la scène politique bourgeoise, juste au moment où elle était en train d'accoucher d'une grande opération. Rien de moins que l'"Entente Nationale", la première coalition gouvernementale ouverte à la participation, externe, du parti révisionniste (le PCI). Rien de moins parce que l'enjeu était un

durcissement sérieux de la contre-offensive bourgeoise contre la classe, le coup d'envoi de grandes restructurations productives et sociétales, des grandes lignes d'étatisation et militarisation sociale dans le cadre de la tendance à la guerre impérialiste.

Du point de vue des révisionnistes c'étaient les prémisses de leur rêve, le "compromis historique", la fin formelle de leur déguisement communiste et leur incorporation définitive dans la classe politique bourgeoise. Ces prémisses étaient en si bon chemin que les patrons US observaient l'expérience avec bienveillance. Il faut rappeler que Moro était homme dévoué au Vatican, c'est à dire à l'autre grand centre de pouvoir en Italie qui, tout en étant la force réactionnaire que l'on connaît, était favorable au projet. Ainsi le PCI mit tout de suite sa force (à l'époque considérable) au service du front anti-terroriste, en se chargeant des mobilisations de rue, des grèves de protestation (le plus souvent ratées !) et du travail d'espionnage et de flicage dans les usines et les quartiers.

Ils avaient peur, une grande peur. D'un coup ils mesuraient la force et l'enracinement pris par le "Parti Armé". Parce qu'au de là de leurs mensonges propagandistes habituels, ils savaient qu'on ne peut pas atteindre certains niveaux sans un appui et un soutien populaire adéquats. Quand, après les arrestations et reconstructions juridiques des événements, on connaîtra la réalité "objective", il apparaîtra que parmi la dizaine de participant(e)s à l'action d'enlèvement, la majorité étaient des militant(e)s ouvrier(e)s (souvent reconnu(e)s à l'avant-garde) passé(e)s à la clandestinité, et dont une partie s'était détaché(e)s des rangs révisionnistes. Pour donner un exemple : Mario Moretti était un ex-délégué du personnel chez Siemens de Milan, le deuxième délégué en nombre de voix..

Autre aspect très important, du point de vue politique et idéologique : la majorité de cette dizaine de militant(e)s étaient dirigeant(e)s de l'Organisation, au plus haut niveau. Application des principes marxistes d'unité du travail intellectuel et travail manuel, éthique marxiste de la responsabilité.

Pendant 55 jours le bras de fer se déroulera sur la demande de libération de quelques prisonnier(e)s, non pas comme finalité de l'action qui était dans son propre contenu, mais comme minimum pour concéder un acte de magnanimité, en suspendant la sentence émise contre le président de la DC.

Cette attaque avait une dimension telle et tellement imprévue qu'elle bouleversa le cadre politique, le déroulement de l'affrontement de classe. A l'intérieur du mouvement révolutionnaire elle assit l'hégémonie BR, elle leurs donna un crédit et une autorité inégalées.

Elle révéla au grand jour toutes les insuffisances et limites des autres hypothèses et organisations, nombre d'entre elles furent d'ailleurs traversées verticalement par ce tremblement de terre, se cassèrent, une partie allant se dialectiser étroitement avec les BR, puis les intégrer.

Dans les mois suivants elles purent enrôler largement, même en sélectionnant strictement, ouvrir des nouveaux fronts, intensifier l'avancée. Cela mettait en grosse difficulté les OCC de l'aire subjectiviste, décalées comme elles l'étaient par rapport à la conception du processus révolutionnaire, surtout les mouvementistes endurcis. Se bornant à défendre le mouvement comme leur petit jardin, devant s'alimenter en circuit séparé, incapables de concevoir le processus par étapes, avec une stratégie et une tactique (la plupart couvaient désormais les théories sur la fin du politique et sur la valeur immédiatement subversive de l'antagonisme social...), elles nourrissaient une franche rancune contre les BR coupables d'être sur le chemin de leur projet. Au niveau des masses, la perception se diffusait qu'il y avait deux voies : soit la voie parlementaire, celle du PCI, soit la voie révolutionnaire, celle des BR (en prenant la chose pour ce que peuvent valoir les sondages... quelques mois après, un hebdomadaire eu la malencontreuse idée d'en mener un dans des conditions d'anonymat suffisantes pour que 10% des personnes interrogées environ déclarent qu'elles auraient voté BR. Les pauvres journalistes risquèrent le lynchage).

Mais, comme il arrive souvent, juste à l'apogée d'un phénomène se déclare aussi le passif des contradictions et des limites à dépasser. Les grands sauts demandent aussi de grandes capacités pour les assumer, les consolider, savoir procéder dans les nouvelles conditions -plus avancées mais aussi plus exigeantes. Et là, malheureusement, on verra les BR. non seulement ne pas interroger leurs propres limites et erreurs, mais, dans une certaine mesure, s'y enfoncer.

Cette erreur d'évaluation sur les termes et les modalités de la crise capitaliste se renforçait du fait du marasme politique dans lequel l'opération Moro avait jeté le régime. Mais si le régime était en grande difficulté, il n'était tout de même pas aux abois, et il aurait suffi pour voir cela de considérer avec plus d'objectivité les grandes foules qui remplissaient les

rues à l'appel des partis bourgeois. Il y avait une partie importante de la société qui formait le carré autour du système : on ne pouvait pas réduire le problème à un Etat qui se maintiendrait désormais seulement par la force ! Et ce fut une grave erreur d'appréciation, qui pèsera lourd sur le développement stratégique.

Ainsi le mot d'ordre devenait l'accélération du passage à la guerre civile déployée. Et à l'intérieur de ça, la formulation du Mouvement Prolétarien de Résistance Offensive comme interlocuteur fondamental de la dialectique Parti/Masses. Or le M.P.R.O. était le tissu des noyaux armés et des petites organisations locales, plus les ouvrier(e)s qui donnaient volontiers une aide, mais le tout justement constituait plutôt l'aire combattante, et non pas les mouvements de classe comme réalité et dynamique beaucoup plus profonde et vaste, et pas forcément disposé au passage aux armes. D'ailleurs la grande intelligence politique des BR, et autres OCC avait été à leurs débuts de comprendre et de pratiquer une dialectique entre les différents niveaux de conscience et d'organisation de classe, en dessinant justement une stratégie qui prévoyait les moments et les sauts de maturation et d'implication. Là, on allait se tromper gravement sur une possible disponibilité des masses, indistinctes, indifférenciées, au passage aux armes. On oubliait les caractères fondamentaux (définis dans l'analyse léniniste) d'une situation de crise révolutionnaire, qui exige le facteur subjectif - l'existence d'une Organisation qui comme les BR avait désormais les caractères de Parti, et qui agissait en tant que tel - mais pas seulement. Les facteurs objectifs d'aggravation de la crise économique et politique et des conditions de masses sont aussi nécessaires. Les conditions étaient encore loin du seuil de rupture généralisée.

La question-clef, le nœud politique principal qui deviendra évident à l'apogée de l'offensive révolutionnaire (parce qu'on se trouvait là avec un formidable potentiel et la voie dans laquelle on le dirigerait serait décisive), fut probablement que les caractères fondamentaux de la conception stratégique se concentraient, qu'ils soient déclarés mais aussi sous-jacents, et donc que les défauts d'éclectisme et de mécanisme allaient se révéler au grand jour dans la transposition du modèle de la "Guerre Révolutionnaire Prolongée". En premier lieu parce que ce modèle était d'abord issu des expériences chinoise, vietnamienne et latino-américaines, c'est-à-dire de références sacro-saintes, mais qui n'étaient pas mécaniquement transposables (pour autant d'ailleurs qu'il y ait quelque

principe que se soit qui puisse être transposé mécaniquement...), surtout quant aux caractères de formation socio-économiques du centre impérialiste.

On est donc devant le grand mérite, et devant la grande limite ! Le mérite est d'avoir concrétisé un chemin révolutionnaire au cœur du système impérialiste, en donnant un vrai débouché aux grandes luttes de masse et au mouvement révolutionnaire - en permettant vraiment d'affronter le révisionnisme (et, en tendance de le battre) et de dépasser le borbier d'un extra-parlementarisme inconséquent ou d'un m-l-maoïsme déclamatoire et théorique - le mérite d'avoir repris ce chemin en se liant à nouveau, de manière organique et conséquente, aux dynamiques du mouvement communiste international.

La limite est d'y avoir amené aussi des éléments d'éclectisme et de "jeunesse", et de s'être trouvé aussi rapidement face à un combat énorme, en devant tout apprendre, sur le terrain, au milieu de difficultés inimaginables.

C'était un peu le prix à payer : Ceux/celles qui croient aux révolutions parfaites et polies, qui adhèrent aux schémas généraux (même les plus justes) peuvent changer de métier ! (Ils feraient moins de désastres, à chaque difficulté rencontrée, en étant du genre à se retourner promptement contre la révolution qui déçoit leurs idéaux de présomptueux petits bourgeois ; comme on le verra en Italie, comme on l'a vu dans toutes les expériences historiques)

Cette limite consista donc dans l'application d'un développement stratégique linéaire, de somme des actions et des capacités et de croissance organisationnelle-opérationnelle, au-delà des considérations de phase, de sauts de qualité, des discontinuités par contre bien nécessaires.

C'est-à-dire : même en se basant sur des rapports de force de classe, sur un tissu de luttes et d'organisation de masse important, nous n'étions pas dans une phase révolutionnaire - et ici se révèlent décisives les caractères objectifs, par exemple le niveau de profondeur de la crise capitaliste, de l'appauvrissement des masses, etc. - et le chemin emprunté, tout en étant juste, devait être adapté, développé sur des temps différents. Plutôt qu'accélérer l'offensive, il fallait au contraire se consolider à l'intérieur de la classe, sur la base d'une présence politico-militaire, bien plus concentrée et limitée aux grandes interventions politiques ponctuelles.

Et à ce point, on en avait la force et les capacités : c'était le moment de

faire encore de la politique armée, non pas la guerre déployée !

Cela aurait demandé une plus grande capacité de recul politique encore, de faire un pas en arrière pour récolter et approfondir, systématiser l'implantation théorique et stratégique - rectifiant le bagage éclectique qu'on traînait et en précisant la matrice léniniste qui était à ce point utile et correspondante à la tâche - la force politico-organisationnelle étant assurée à un très haut niveau, assurant le maintien d'un certain niveau offensif.

C'est au contraire l'escalade qui a prévalu.

1978 constitue ainsi le tournant d'une logique de guerre. Quantitativement on aura à peu près le même nombre d'attaques incendiaires et à l'explosif (une centaine), de jambisations (une vingtaine), tandis que se raréfient les irruptions/perquisitions (seulement 4, et c'est aussi un signe du choix d'orientation) et que le centre de l'offensive devient les exécutions (carrément 28, quand jusqu'en '77 il y en avait eu 10, et étant en partie non prévues dans le projet initial de l'action).

Voyons dans le détail pour mieux comprendre.

Les BR frappent, outre Moro et les cinq agents des équipes spéciales qui l'escortaient :

- le juge Riccardo Palma, haut responsable de la politique pénitentiaire et des prisons spéciales.

- le maréchal de police Rosario Berardi, responsable contre-guérilla à Turin.

- le sous-officier pénitentiaire Lorenzo Cotugno, tortionnaire notoire à Turin.

- le vice-commandant des gardiens à la prison de Milan, Francesco Di Cataldo, responsable du Centre Clinique et de tous les assassinats, directs et indirects, de prisonniers ; par le manque de soins ou par les violences déguisées.

- le chef de la police de contre-guérilla de Gènes, Antonio Esposito.

- le dirigeant d'usine Pietro Coggiola, de la Lancia de Turin.

- un autre magistrat du Ministère de Justice, responsable carcéral, Girolamo Tartaglione, Rome

- les carabinieri de contrôle extérieur à la prison de Turin, Lanza et Porceddu (corps spécialement institué avec celle des prisons spéciales

Quant aux autres OCC :

- le responsable des sbires d'usine chez Fiat Cassino, Carmine De Rosa

(ex-officier carabinier), par les Formations Communistes Combattantes (proches de P.L.)

- l'agent de police Fausto Dionisi, dans une tentative ratée d'évasion par un commando de P.L. à la prison de Florence.

- le notaire Gianfranco Spighi, à cause de sa réaction pendant une expropriation, par Lutte Armée pour le Communisme.

- le maréchal pénitentiaire Antonio Santoro, tortionnaire à la prison de Udine, par les Prolétaires Armés pour le Communisme.

- les trafiquants d'héroïne Giampiero Cacioni, Saoudi Vaturi et Maurizio Tucci, à Rome par Guérilla Communiste. Lors d'une attaque contre d'autres trafiquants, tombe par erreur Enrico Donati ; G.C. en assume la responsabilité

- le criminologue Alfredo Paoella, à la prison de Pozzuoli-Naples, par P.L.

- le trafiquant d'héroïne Giampiero Grandi, à Milan, par Squadre Proletarie (satellite de P.L.)

- le procureur de la République de Frosinone (Latium) Calvosa, ses deux agents d'escorte, Paglieri et Rossi, par les F.C.C. Au cours de la fusillade le camarade Roberto Capone tombe aussi.

Ce qui ressort assez aisément est une grande différence politique : tandis que les autres OCC, même en frappant juste, n'arrivent pas à dépasser une dimension partielle, en tant que prolongement armé des luttes et de l'affrontement des appareils de répression (et aussi cette respectable campagne contre les trafiquants de mort), chez les BR on voit se déployer toute une offensive contre le Capital et l'Etat, dans ses institutions fondamentales, on voit une conception générale, un programme pour toute la classe, une stratégie.

Cela se perçoit aussi dans l'implantation théorique. Les premiers se cantonnent au maximum à cette notion du "contre-pouvoir" (notion dont toute expérience historique a démontré l'inanité, traînant au mieux la classe dans une attitude défensive vouée à la défaite, et sombrant souvent, de compromis en compromis, dans le réformisme institutionnalisé... que l'on pense aujourd'hui au cas des Zapatistes du Chiapas) ; ou à une compréhensible recherche de nouveaux parcours révolutionnaires (tout en considérant les dérives des pays socialistes), devenant néanmoins vite un aventurisme éclectique, confusionniste qui amènera aux redditions les plus honteuses (celle de P.L., pratiquement en bloc, après une année de prison pour la grande part des militants, et leur recyclage dans

les méandres de nouveaux mouvements pacifistes) .

Les deuxièmes produisirent des textes, et une théorie aussi, qui cherchaient à aller de l'avant mais en réélaborant le fil de continuité avec l'histoire révolutionnaire du siècle, de façon critique et sans ce "souverain mépris" qui distingue les mouvements et militants petit-bourgeois. Leurs textes étaient largement compréhensibles et posaient les questions à affronter quand on veut vraiment "faire la Révolution". La Résolution de Direction Stratégique de février '78 reste une référence, un texte très utile pour les militants qui se posent le problème de la Révolution Proletarienne aujourd'hui et dans les pays impérialistes (dernièrement les services secrets italiens, toujours à l'œuvre pour décrypter les évolutions du camp révolutionnaire, ont reconnu au cours d'un interview journalistique, la grande qualité de ce texte, qui aurait anticipé sur les phénomènes de mondialisation, restructuration internationale des productions, concentration des pouvoirs dans des structures transversales et cercles réservés, tendance à la guerre, à une époque où les autres partis ne voyaient rien de tout ça et le dénigraient comme relevant du délire...)

Mais la pente est engagée : presque tout le monde, tout en partant des différentes positions qu'on a vues, déclara imminent le passage à la guerre ouverte, que la contradiction de classe se réduisait désormais à son aspect militaire, avec un système capitaliste qui aurait perdu toute légitimité et qui survivrait seulement grâce à sa force brute.

Les premiers mois de '79 donneront lieu aux premiers "dérapages" sérieux.

11. 1979 : entre potentialités et dérive militariste

Le mois de janvier verra l'exécution de Guido Rossa, délégué ouvrier dans une aciérie de Gênes, mais aussi militant révisionniste et espion. C'était lui qui avait balancé un camarade d'usine, Francesco Berardi qui ensuite se donna la mort en prison. Pour être complet, l'action devait être une jambisation mais la réaction de l'espion conduisit à sa mort. On mesura là comment des erreurs d'évaluation politique (sur la phase, les rapports de force et la maturité des passages) peuvent être lourdes de conséquences. Le parti révisionniste donna toute sa force dans la mobilisation réactionnaire, l'Etat tout content de pouvoir enfin dire que «ces prétendus révolutionnaires» tirent sur tout le monde, y compris les ouvriers, «flics et

ouvriers unis contre le terrorisme», etc. Seulement deux mois avant, dans certaines usines Fiat, on avait appelé au boycott d'un débrayage pour les carabinieri abattus en bas de la prison de Turin ; appel par dazibao : «*On ne fait pas grève pour les carabinieri*», signé par les Collectifs Ouvriers locaux et scotché à l'intérieur des bâtiments. Et le débrayage avait généralement échoué ! Ici, par contre, il a fallu subir le déferlement de tout l'appareil et de la base révisionnistes qui imposeront le débrayage à tout le monde, l'air menaçant, jusqu'à l'arrêt des lignes.

Les contrecoups internes au mouvement révolutionnaire commençaient. Ils étaient nombreux à douter de cette escalade - frapper toujours plus et plus loin. Cette tendance militarisante commençait à se voir, ne levant encore que des doutes puisque le crédit des B.R. était grand, et justement sur le plan de l'implantation politique, globale, de dialectique pratiquée avec la réalité de classe.

L'autre épisode marquant fut les représailles conduites par P.L. suite à l'assassinat de deux de ses militants, Barbara Azzaroni et Matteo Caggegi. La police les surprit en attente dans un bar de Turin, en opération. Arrivés en force (grâce à la dénonciation d'un commerçant), les flics abattirent les camarades d'une pluie de plomb, sans qu'ils aient le temps de réagir.

Ce fut un grand choc : elle était à l'avant-garde des luttes sociales à Bologne, lui était jeune ouvrier chez Fiat, très connu également. Les funérailles furent de fortes mobilisations, très tendues.

Ce choc eut un effet d'impulsion pour nombre de camarades, vers l'affrontement, la radicalisation. Mais si cela pouvait être compréhensible et juste au niveau des personnes, cela ne pouvait pas être une ligne politique pour une organisation. La direction de P.L. de Turin : elle exécuta un guet-apens, dans un bar, en causant la mort d'un jeune qui passait par là, et blessant un camarade (par feu ami !) tandis que les flics parvenaient à s'enfuir. Elle allait ensuite abattre le propriétaire du bar où étaient tombés Barbara et Matteo, persuadée, à tort, qu'il était la balance. Enfin, une catastrophe qui déclencha tout de suite la première grave crise interne, puisque ces événements mirent en lumière les limites typiques des organisations non centralisées : la prétendue "démocratie fédérative" conduit souvent en réalité au bordel décisionnel, aux coups de tête de chaque entité locale. Il n'est pas tout à fait juste d'imputer le concept de "démocratie fédérative" à P.L., mais c'était l'essence de la situation, prise

à cheval entre héritage communiste, opéraïstes et tentations anarchisantes. Ainsi deux dirigeants nationaux démissionnèrent en désaccord avec cette dérive, à la fois sur la méthode décisionnelle et sur le fond des opérations. L'un des deux conduisit la première scission, mais surtout, on le verra dans la suite, P.L. s'enlisera dans un amoindrissement de capacité de projet, de programme et dans une opérativité de pur affrontement avec les appareils d'Etat, par actions souvent décousues et de "survie". Elle réalisera encore deux actions en 1979 : l'exécution d'un sbire tortionnaire à la prison de Turin, Giuseppe Lorusso, et celle d'un des plus hauts dirigeants de Fiat, Carlo Ghiglieno, à l'automne, en pleine annonce de la contre-offensive patronale, avec une vague de licenciements politiques à Turin, et dans une situation de classe très propice. Deux actions correctes, mais décalées à cause du mauvais travail politique fait par P.L. au niveau de masse, qui avait amené à sortir de l'usine des militants ouvrier de qualité, pour les clandestiniser ; et ensuite à recruter plutôt les jeunes extrémistes qui avaient tendance à quitter l'usine, qui vivaient l'engagement armé ailleurs et non pas dans un projet intégrant les questions du mouvement de masse.

Les autres opérations furent une attaque contre la magistrature marquée par cet extrémisme concurrentiel - il fallait chercher l'ennemi toujours plus à gauche - qui les amena à exécuter le juge Alessandrini de Milan (opération très mal perçue également, parce qu'il s'était en plus beaucoup occupé des fascistes et des sbires de l'Etat et pas pour les couvrir). Et puis deux bavures, une au cours d'une expropriation (à cause de la maladresse d'un militariste notoire, qui deviendra l'un des premiers repentis...), et l'autre par erreur (à nouveau) sur le personne.

Enfin, comme on peut constater, ce n'est pas faire de la polémique partisane que relever une dérive évidente entre manque de clarté programmatique-stratégique, manque d'homogénéité et de centralisation, nombre excessif de bavures (révélateur, à ce point, des problèmes de fonds).

Et sans s'attarder sur le fonctionnement à la base - il faut savoir qu'à ce moment-là P.L. est sûrement l'OCC ayant le nombre plus élevé des militants, séparé(e)s entre le niveau supérieur et celui du "combat prolétarien" (les Squadre Armate Proletarie, le Ronde Armate Operaie, et d'autres qui constituaient le réseau interne aux masses) - où se répercutaient tous ces nœuds et défauts. D'ailleurs, même le nombre élevé de militants de P.L. et de ses structures de "combat prolétarien" étaient en

réalité un défaut, étant le résultat de cette ligne sur "l'armement de masse" qui signifia pratiquement la transposition de collectifs et secteurs du mouvement de '77, surtout sur le plan d'organisation armée. Chose qui, comme on peut imaginer, passe outre à toute sélection ou structuration sérieuse, et pire encore, confond niveau de masse et niveau d'avant-garde. Le pire fut l'aplatissement de toutes les agrégations de base sur la tendance militarisante, ce qui, comme nous le signalions dans le cas des réalités d'usine, provoqua la sclérose des potentialités et des dynamiques au niveau de masse et provoqua des escalades, même au niveau des quartiers : à un certain stade il fallait chercher des ennemis, puisque tout le monde "y était passé", et c'est comme ainsi que furent touchés des personnes complètement périphériques comme des vigiles municipaux, des gynécologues, des architectes de prison et des commerçants qui avaient tiré sur les braqueurs.

Cela nous renvoie à une histoire bien connue à cause de sa grande médiatisation : celle des Prolétaires Armés pour le Communisme, groupe formé sur la vague de '77, de cette tendance à l'armement de secteurs entiers du mouvement. C'est un peu le type de ces groupes qui n'avaient pas de véritable structuration politique, programmatique et qui étaient extrêmement éclectiques, même du point de vue idéologique. Ainsi leur existence se consuma dans une explosion de deux-trois ans, pour se dissoudre à nouveau dans les différents courants mineurs du mouvement - quelques-uns intégrant les deux organisations majeures.

Plutôt originaires des cercles autonomes, les P.A.C. s'organisaient déjà autour de la réappropriation et, comme d'autres groupes, théorisèrent et pratiquèrent l'expropriation comme forme d'existence, comme forme de rupture avec le travail salarié (vieille racine du mouvement révolutionnaire international, depuis la Bande à Bonnot). Ils s'attaquèrent aux structures de la répression, ciblant notamment le projet des prisons spéciales, ayant parmi eux notamment des ex-prisonniers qui avaient participé à la vague des luttes internes. Quelques actions furent aussi menées en soutien aux luttes ouvrières (jambisation et incendies), mais le centre de leur attention était surtout ce terrain où se pratiquait la "libération concrète" du travail salarié et ils en arrivèrent à cette campagne originale (c'est le moins qu'on puisse dire) de repréailles contre les commerçants qui tiraient sur les braqueurs. Bon, pour comprendre il faut aussi expliquer que, dans le climat de durcissement répressif, de contre-

offensive bourgeoise, la mobilisation réactionnaire des couches intermédiaires, des classes moyennes, en utilisant leur attitudes mesquines de petits propriétaires faisait partie de toute une campagne. Ainsi par exemple l'extension du "droit à se défendre", en fait du droit à tuer de la part des sbires et de bons bourgeois.

Ainsi se multipliaient les cas d'assassinats "par légitime défense", en doublant les exécutions faciles des flics dans les quartiers contre les petits "voleurs" ou simples prolétaires sur des contrôles routiers. Les P.A.C. décidèrent de répondre à tout cela et ils en arrivèrent à ces deux exécutions du bijoutier Torregiani, à Milan, et du boucher Sabbadin, près de Venise.

Ensuite il y aura une rafle dans un quartier de Milan, d'où l'on soupçonnait provenir les PAC, et les flics y allèrent lourdement avec violences et même les tortures. L'organisation répondit en abattant un agent de la Digos (police politique) impliqué, Andrea Campagna.

Comme on le voit c'étaient des campagnes de prolongement des luttes et d'une certaine radicalité du mouvement. Au cours de l'année '79 même, l'expérience s'épuisa ; certains intégrèrent P.L., d'autre radicaliseront encore leur matrice, en se constituant en tant que "Braqueurs communistes"...

Une autre expérience à mentionner est celle de "Barbagia Rossa", Barbagia étant une région interne à la Sardaigne. Or la Sardaigne a gardé depuis l'unification de l'Italie une identité rebelle forte, en ayant en fait subi l'unité comme une véritable colonisation : au sous-développement imposé par le capitalisme italien, correspondaient ses phénomènes socio-économiques. Elle fut utilisée comme bassin de main d'œuvre migrante, on n'y installa que quelques usines de la pire espèce (pétrochimie et autres saletés) et plusieurs prisons en utilisant spécialement une partie du prolétariat sarde comme flics pénitentiaires (dans toute l'Italie). On y trouve encore des bases militaires, italiennes, américaines, et de l'OTAN (la moitié des servitudes militaires italiennes y sont basées !). Le tableau devrait être assez clair. Ainsi le mouvement de révolte de classe y a une grande tradition (nombre des grandes figures du communisme et de l'anarchie en proviennent, que l'on pense à Gramsci), ainsi que des formes de banditisme, les deux naturellement se conjuguant à certaines périodes. En tout cas la lutte contre l'État et ses sbires y a toujours eu son importance.

Barbagia Rossa naît donc au croisement de ces racines et de la nouvelle vague des années '70.

Le centre de ses attaques est, naturellement, contre la militarisation du territoire. En fait, elle systématise et donne un cadre politique à une pratique antagoniste diffuse, exercée par beaucoup de petits groupes liés soit aux luttes populaires, soit au "banditisme".

Elle subira l'exécution de deux camarades, Francesco Masala et Mario Bitti, par les carabinieri en décembre '79. Elle développera une forte relation avec les B.R., aussi en raison de la présence autour et dans l'île des plus importantes prisons spéciales d'Italie (Asinara et Nuoro).

En fait, elles travailleront ensemble et on en verra les suites.

Ce rappel aux prisons nous renvoie à un chapitre important de '79 : les révoltes dans deux prisons spéciales, Termini Imerese (Palerme) et Asinara. La première en septembre, la deuxième en octobre. C'est surtout cette deuxième qui doit retenir l'attention.

L'Asinara, situé sur une petite île au large de la Sardaigne (les pires des prisons sont isolées de la sorte), était devenue le symbole des prisons spéciales, par la dureté de ses conditions, par le projet d'anéantissement qui y était visiblement appliqué contre les militants révolutionnaires, et aussi par la grande combativité qui s'y exprimait. Et encore, le noyau des meilleurs brigadistes y étant enfermé, cela donnait de remarquables contributions théorico-politiques pour l'extérieur : en cette année sortirent trois documents importants qui furent diffusés par la presse révolutionnaire, en devenant objet du débat.

Un camarade de la première heure des BR, Fabrizio Pelli, mourut des suites d'un cancer, transféré à l'hôpital aux derniers jours et maintenu en isolement strict par un cordon de flics.

Jusqu'à la fin Pelli aura refusé de demander quoi que se soit. Sa figure restera marquée dans les esprits et la mémoire.

Ces révoltes furent gérées de manière politico-organisationnelle précise. Dans les "camps" - ainsi avaient été rebaptisées les prisons spéciales - les BR avaient impulsé la formation des Comités de Camp, où Comité de Lutte, ouverts aux différents prisonnier(e)s, surtout aux braqueurs politisé(e)s, aux rebelles qui avaient déjà une histoire de lutte derrière eux/elles. Une sorte d'organisation de masse qui agissaient en dialectique avec les OCC extérieures.

La révolte de l'Asinara visait directement et carrément sa destruction !

Les prisonniers cassèrent tout ce qui pouvait l'être, en rendant la prison inutilisable. Ce fut une action de grand courage. Les représailles furent lâches comme on peut l'imaginer, avec punitions généralisées, envoi à l'isolement dans d'autres prisons, et souvent encore violences. Mais une première victoire, très symbolique, avait été arrachée avec cette dévastation. L'Etat la remettra au plus vite en route, mais il y aura, comme nous le verrons, une deuxième offensive révolutionnaire qui aboutira.

Côté répression, 1979 a aussi été marquée par la grande rafle dite du "7 avril". Elle investit de plein fouet l'aire de l'Autonomie Organisée. Quelque trente dirigeants ou ex-dirigeants, et autres militants connu(e)s furent incarcéré(e)s, tandis que des centaines de perquisitions étaient effectuées dans toute l'Italie. Ce fut une histoire très contradictoire. L'opération fut générée par la magistrature de tendance révisionniste, sur la base d'un classique théorème-complot (le théorème Calogero, du nom du magistrat, restera gravé comme type de ce genre de traitement judiciaire-répressif de la lutte de classe). Selon ce théorème, tout était BR - l'Autonomie étant une simple branche plus publique - et il fallait surtout chercher des "grands chefs" qui, naturellement, dans la stupide et présomptueuse vision bourgeoise, ne pouvaient être que des grandes têtes, des professeurs ou assimilés. Il se trouve qu'effectivement les professeurs d'université pullulaient dans l'Autonomie, qu'il y avait tout un noyau de prof-chercheurs de l'Université de Padoue d'une certaine réputation - même internationale. Leur ponton était le célèbre Toni Negri. Et voilà le tour ! Ils avaient trouvé le chef caché, le grand instigateur et penseur des BR, avec sa cohorte.

Cela précipitera une crise politique, puisque effectivement l'Autonomie était bien loin des BR, de leur vision du processus révolutionnaire fortement caractérisée dans le sens léniniste, et en même temps encore tiraillée en son sein par différentes nuances et tendances, par des évolutions, surtout sur le plan théorique, assez hasardeuses, "virevoltantes" et insouciantes de tout esprit de continuité, de sens collectif dans la construction, de protagonisme intellectuel justement... Au delà de l'injustice d'être impliqués dans un projet et des activités qui n'étaient pas les leurs, Negri et & Cie commencèrent à se défendre de manière dissociée, c'est à dire en marquant leurs distances tout en faisant retomber la faute sur les autres. «*Nous ne sommes pas des assassins, ni des terroristes*», en adoptant le langage ennemi, ce qui implique que d'autres le sont. En

glissant sur le terrain d'une défense de victime (les intellectuels, éternels victimes du pouvoir), légaliste, sur le terrain des garanties bourgeoises, en commençant à rétracter leurs positions extrémistes d'avant, en donnant enfin un spectacle peu glorieux et fort nuisible à la cause révolutionnaire, dans son ensemble, au delà des clivages organisationnels et de positionnement.

D'ailleurs, cela déclencha une crise interne à l'Autonomie même, une partie importante se refusant à suivre ce parcours, en provoquant encore fracture et fragmentation, comme s'il en était besoin.

L'organisation vénitienne, la plus importante mais la plus touchée de l'Autonomie, réagit en tout cas avec un appel à mobilisation générale et nationale, et quelques jours après seulement il y aura une vague d'attaques contre des structures de la répression et de la DC. Au cours d'une de ces opérations il y aura un incident gravissime : trois camarades meurent dans l'explosion prématurée de leur bombe. Antonietta Berna, Angelo Del Santo, Alberto Graziani, militant(e)s très connu(e)s dans leur territoire, la zone industrielle de Vicenza. Les funérailles et leur défense politique seront significatives (les ouvrier(e)s d'une usine, où Angelo avait participé fortement à la lutte en apportant beaucoup de soutien extérieur, firent une assemblée en leur mémoire et participèrent en masse aux funérailles, alors qu'une autre assemblée se tiendra à l'usine où il travaillait).

Tout contribua à la radicalisation cette année-là et ce seront les BR qui conduiront encore une fois la tendance, malheureusement négative, de ce tournant. Surtout en fin d'année, quand elles donnent un terrible coup d'accélérateur, en abattant cinq flics, dans des opérations successives et ciblées.

Reprenons la chronologie raisonnée :

- janvier '79, Guido Rossa, militant révisionniste délateur, exécuté par les BR à Gênes
- janvier, Emilio Alessandrini, magistrat de Milan, exécuté par P.L.
- février, les commerçants Sabbadin et Torregiani (qui avaient tué des braqueurs), exécutés l'un à Mestre-Venise l'autre à Milan, par les P.A.C.
- février, Rosario Scalia, vigile de banque abattu pendant action d'expropriation par les Co.Co.Ri.
- mars, Ermanno Iurilli, un passant, est tué pendant une action de représailles de P.L. (pour l'assassinat de Barbara et Matteo), à Turin

- mars, Giuseppe Guerrieri, carabinier, mais tué par erreur par Guerriglia Proletaria (proche de P.L.) à Bergame, en Lombardie
 - mars, Italo Schettini, capitaliste immobilier-spéculateur et politicien DC, exécuté par les BR à Rome
 - avril, Andrea Campagna, agent de la Digos (police politique) impliqué dans les tortures suivant les rafles dans le quartier Barona de Milan contre les P.A.C., qui l'exécutent
 - mai, les policiers Mea et Ollanu sont tués pendant l'attaque BR du siège régional de la DC à Rome. Ce fut une action retentissante, qui impliqua l'occupation du territoire par une quinzaine de militant(e)s, en plein centre de Rome, marquant un niveau militaire très élevé
 - juillet, le vigile de banque Mana, tué par accident, pendant action d'expropriation près de Turin, par P.L.
 - juillet, le colonel des carabiniers Varisco, chargé des prisonniers, exécuté par les BR à Rome.
 - juillet, le barman Civitate, considéré à tort comme le délateur de deux camarades tués dans son bar, abattu par P.L. à Turin
 - septembre, le dirigeant de Fiat Ghiglieno, contre la restructuration et l'offensive patronale, exécuté par P.L. à Turin
 - novembre, le policier Granato, du commissariat d'un quartier prolétaire de Rome, San Lorenzo, centre de lutte et d'organisations, exécuté par les BR.
 - novembre, les carabiniers Tosa et Battaglini, abattus dans une action de "contre-patrouille" par les BR de Gênes
 - novembre, le sous-officier de police Taverna, exécuté par les BR à Rome
 - décembre, le sous-officier de police Romiti, exécuté par les BR à Rome
- Un aperçu de l'intensité de l'affrontement : en décembre il y aura un "vendredi noir" à Turin (comme l'appelèrent, effrayés, les bon journalistes) : un chef d'usine fut jambisé à Mirafiori, par les BR ; qui exproprièrent également une partie des payes à l'usine de Rivalta ; et pour finir la même chose à l'usine de Lingotto (c'étaient des braqueurs, mais la presse en rajouta.)

suite dans le n°5 de Solidarité Internationale

Les chemins de la Révolution en Italie

Des années '70 à... demain

Sommaire

1. Préambule
2. Les années '60 : émergence d'une nouvelle classe ouvrière
3. Novembre '70 : la formation des Brigades Rouges et leurs débuts
4. Mouvement et gestation de l'aire de l'autonomie ouvrière
5. 1974-'75 : l'affirmation de la lutte armée
6. Les luttes dans les prisons - les Noyaux Armés Prolétariens
7. Le concert polyphonique de l'Autonomie Organisée
8. 1977 : l'année terrible
9. Fin '77 : début de la nouvelle phase
10. La campagne de printemps : l'opération Moro
11. 1979 : entre potentialités et dérive militariste
12. 1980 : la première crise
13. 1981 : offensives et divisions
14. 1982 : le tournant de la défaite tactique
15. La retraite stratégique
16. Des années '90 à ... demain
17. In memoriam